



BELMORAL: 8 ACCUSATIONS D'HOMICIDE INVOLONTAIRE

page A 3

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

75 cents
85 cents, territoire de l'édition nationale

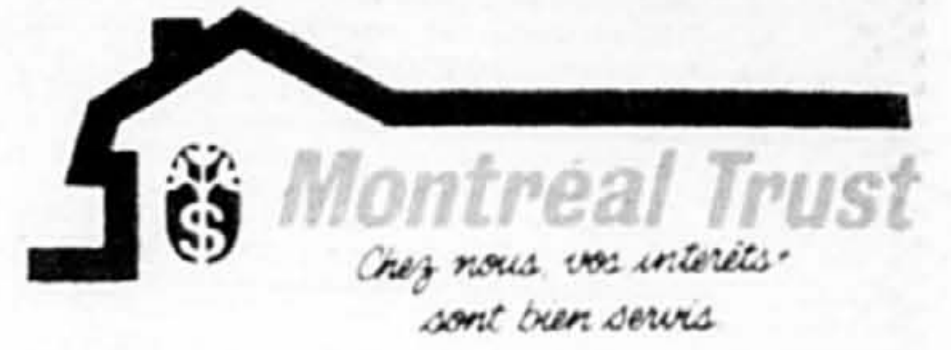
MONTRÉAL, SAMEDI 11 AVRIL 1981,
97e ANNÉE, no 86, 234 PAGES, 13 CAHIERS

LUNDI DANS LA PRESSE

■ LA PRESSE CÉLÈBRE L'ARRIVÉE DES EXPOS À MONTRÉAL PAR UN TABLOÏD SPÉCIAL. STATISTIQUES, PRÉSENTATION DES JOUEURS ET DU CLUB QUI ENTREPREND SA 13e SAISON DANS LA LIGUE NATIONALE. LUNDI DANS LA PRESSE.



samedi
dimanche



Q Péquistes: 49%

L Libéraux: 35%

U Unionistes: 3%

Indécis: 11%

Ne votent pas: 2%

SONDAGE CROP-LA PRESSE

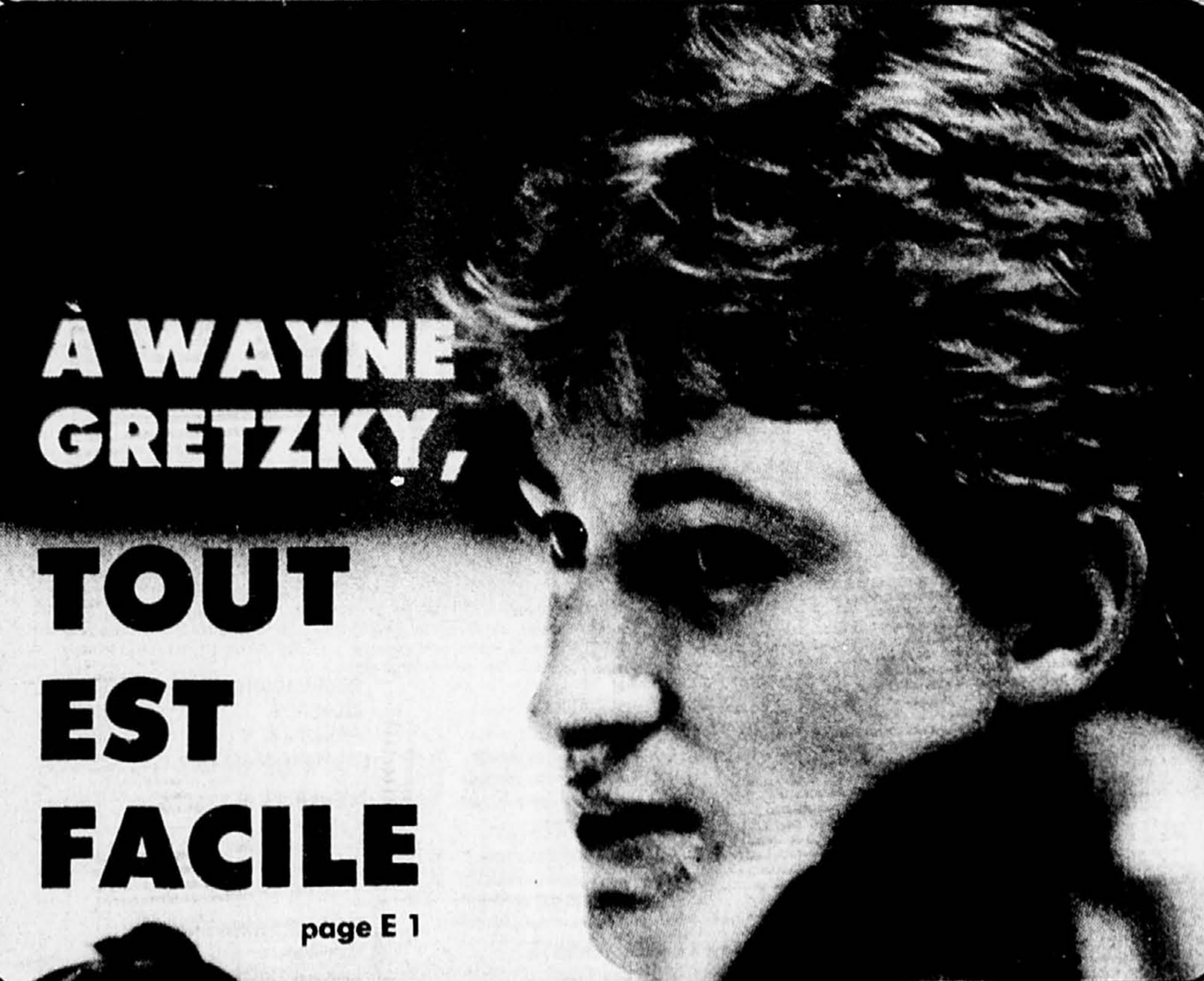
- Lévesque a fait la meilleure campagne
- Les programmes plus importants que les chefs
- Seuls les retraités boudent le PQ
- On fait plus confiance à Lévesque qu'à Ryan

LE SEXOLOGUE DESJARDINS AUX HOMMES

MÉFIEZ-VOUS DES FÉMINISTES RADICALES

■ Selon le sexologue bien connu, Jean-Yves Desjardins, si le mouvement féministe a établi un nouveau rapport plus égalitaire entre les hommes et les femmes, il a, dans sa forme extrême, culpabilisé certains hommes qui ont perdu leur identité propre et souffrent aujourd'hui de problèmes d'impuissance.

page H 1



À WAYNE GRETZKY, TOUT EST FACILE

page E 1

DANS LA PRESSE AUJOURD'HUI

■ Un cahier spécial de 24 pages, format tabloïd, où sont publiés les résultats complets du sondage, une entrevue avec MM. René Lévesque, Claude Ryan et Roch LaSalle, un bilan des engagements financiers des partis et la liste de tous les candidats, présentée de façon que chacun puisse faire son pointage lundi soir.

MERCREDI

Le surlendemain des élections, LA PRESSE publie un cahier spécial grand format de 16 pages qui comprendra:

- la photo des élus avec leur majorité, la liste de tous les candidats avec leur score respectif;
- une carte en couleur montrant la position des partis;
- le tableau comparatif du vote de 1976 et de celui du 13 avril;
- de nombreux articles, des analyses, les réactions, l'avenir des élus et des battus.
- Un cahier de références à conserver.

LA MISSION COLUMBIA CRIPPEN ET YOUNG DÉÇUS

page A 5

SOMMAIRE

Annonces classées: F 1 à F 12,
G 2 à G 11, H 9 à H 23
Arts et Lettres: D 1 à D 24
Bandes dessinées: Z 22
Bricolage: F 4
Carrières et professions: Z 1 à Z 20
Décès, naissances, etc.: H 25
Échecs: Z 21
Économie: B 1 à B 8
Êtes-vous observateur?: G 5
FEUILLETON: G 7
Gastronomie: D 27
Jardinage: F 6
Le monde: B 10, B 11
Loisirs et récréation: Z 23
Quoi faire la semaine prochaine: H 8
Restaurants: D 24 à D 28
Sciences: Z 24
Sports: E 1 à E 9
Télévision: E 10
Vacances-voyages: Y 1 à Y 14
Vivre aujourd'hui: H 1 à H 4

ÉDITO POUR LE PARTI LIBÉRAL

par ROGER LEMELIN
page A 6

UN SIMPLE NUMÉRO DE

6

CHIFFRES POUR GAGNER VOTRE MILLION

LA NOUVELLE

Super Loto

DES MILLIONS ET DES NUMÉROS MOBILES!



La fine pointe des loteries



Bonne chance! semble signifier le premier ministre Pierre Elliott Trudeau au chef libéral du Québec, M. Claude Ryan, à la veille du scrutin provincial.
 téléphoto UPC

ALORS QUE S'AMORCE LE DERNIER TOUR DE PISTE

Trudeau n'a pas l'intention de venir au secours de Ryan

■ Même s'il juge la campagne électorale du Québec «assez chaude», le chef des libéraux fédéraux, M. Pierre Trudeau, n'a pas l'intention d'intervenir personnellement.

Interrogé à ce propos au cours d'une conférence de presse à Ottawa hier, M. Trudeau a été catégorique sur sa participation éventuelle en lançant: «moi, certainement non». Il a par ailleurs précisé que certains de ses ministres seraient de la partie.

«Dans le cas des ministres, la consigne qu'ils suivent c'est de répondre uniquement à des invitations faites par les associations provinciales. Il y a des ministres qui sont déjà intervenus dans la campagne dans certaines régions, il n'y a pas de mot d'ordre de participer de ma part et il n'y a pas de mot d'ordre de ne pas participer si on y est invité».

En ce qui a trait aux sondages il a constaté que la course lui semblait «assez chaude» mais s'est abstenu d'en tirer quelques conclusions que ce soit. Il a par contre fait un peu d'ironie sur l'ap-

proche accordé au Parti Québécois cette semaine par Le Devoir.

En ce qui a trait aux sondages il a constaté que la course lui semblait «assez chaude» mais s'est abstenu d'en tirer quelque conclusion que ce soit. Il a par contre fait un peu d'ironie sur l'appui accordé au Parti québécois cette semaine par Le Devoir.

«Il y a un retour des choses assez amusant, Le Devoir qui en '76 conseillait de voter pour le PQ conseille encore de voter pour le PQ, ça fait assez bizarre comme retour de l'histoire a-t-il dit. Je ne pense pas que les éditoriaux du Devoir soient très écoutés de la population, a-t-il ajouté, ça ne m'inquiète pas beaucoup».

Conférence des premiers ministres

Invité à préciser sa participation à la conférence des premiers ministres la semaine prochaine, M. Trudeau a laissé entendre qu'elle était encore incertaine.

«Je n'ai pas été invité à-t-il dit,

je n'attendrai pas à la porte en faisant tourner ma casquette».

Le premier ministre fédéral a expliqué qu'il avait cédé aux pressions des porte-parole conservateurs aux Communes lorsqu'il avait parlé de s'y rendre. Mais à relire le télégramme que lui a expédié M. Lyon, le premier ministre du Manitoba, il s'est rendu compte que les choses étaient ambiguës.

Depuis ce télégramme, a dit M. Trudeau, certains de ses homologues ont fait «des bruits désobligeants» démontrant qu'ils ne tiennent pas à le rencontrer. «Je ne m'imposerais pas à cette conférence», a-t-il lancé.

Devant cette incertitude il a indiqué que les résultats de cette réunion pourraient être dévoilés au public quelques jours plus tard et que les partis fédéraux pourraient ainsi en tenir compte lors du débat aux Communes les 21, 22 et 23 avril courant.

Le premier ministre a par ailleurs eu des mots très durs envers les députés conservateurs fédéraux en commentant l'obstruction des travaux de la

chambre des dernières semaines.

«C'était un abus du parlement, a-t-il dit, ce n'était pas un filibuster mais une véritable prise d'otage». Selon lui, il est à espérer qu'aucune autre formation n'aura recours à une telle tactique à l'avenir pour empêcher la tenue d'un débat.

Pour éviter de se voir imposer un bailloin, les conservateurs avaient choisi de profiter d'une faille dans le règlement des Communes et c'est ce que leur reproche M. Trudeau. Par d'innombrables questions de privilèges, les députés monopolisaient le temps des Communes et empêchaient le gouvernement de présenter sa motion pour mettre fin au débat dans les quatre jours.

Le tout s'est terminé par le compromis intervenu mercredi. Les parties s'entendent pour restreindre le débat constitutionnel mais attendront le jugement de la Cour suprême avant d'adopter le projet gouvernemental.

LA 1^{ÈRE} AUTO LOUÉE AU QUÉBEC OMER BARRÉ L'A FAIT

Pontiac, Buick, Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac, Datsun, Toyota, Honda, Mazda, BMW, Mercedes-Benz, Audi, Volkswagen

Aussi voitures d'occasion de modèle récent (24-30-36-42-48 mois)

LOCATION OBAR

768-2551

5987 avenue Verdun, Verdun
Filière de Omer Barre Verdun Limitee

EN BREF

La presse et ses comptables

■ Le commissaire fédéral aux droits de la personne a exprimé l'opinion, hier, que la liberté de presse est plus menacée au Canada par l'insensibilité des comptables que par l'intrusion du gouvernement. Rien ne servirait de garantir la liberté de presse dans une constitution, a affirmé M. Gordon Fairweather, si les lois sur les coalitions n'avaient pas pour objet d'assurer «une saine concurrence entre les journaux dans les principales villes du Canada». M. Fairweather a cité l'exemple d'Ottawa, où des comptables «ont ri de la liberté de presse en fermant un journal respectable, établi depuis longtemps».

M. Paul Desmarais reçu à Washington

■ L'ambassadeur du Canada

Peter Towe a offert un dîner hier soir en l'honneur du financier montréalais Paul Desmarais, auquel était aussi invité le vice-président américain George Bush. Cet événement a donné lieu à une mini-tempête dans un verre d'eau à l'ambassade. Au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Industrie, Herb Gray, qui se trouvait également à Washington mais n'était pas invité à la soirée, a refusé de voir un curieux hasard dans le fait que cette rencontre entre M. Desmarais, président de Power Corp. et propriétaire de LA PRESSE, un partisan du Parti libéral du Québec, et M. Bush se tiennent quelques jours avant le scrutin électoral de lundi au Québec. Le deuxième invité d'honneur, sur la liste distribuée aux quelque 40 journalistes canadiens et américains assistant à la conférence de presse de M. Gray à l'ambassade, était M. James Coultts, principal conseiller du premier ministre Trudeau.

Le salaire du vérificateur

■ Adopté en une demi-heure hier aux Communes, un projet de loi a porté le salaire annuel du nouveau vérificateur général du Canada de \$81.300 à \$86.600.

Le salaire de M. Kenneth Dye se compare donc maintenant à celui d'un juge de la Cour suprême du Canada, au lieu de celui du juge en chef de la Cour fédérale du Canada.

Avec cette hausse, M. Dye, qui

est un comptable de Vancouver, va recevoir \$24.000 de plus par année que son prédécesseur, M. J. J. Macdonnell.

Le leader gouvernemental aux Communes, M. Yvon Pinard, a dit que cette augmentation de salaire «reconnaît l'importance croissante de ce poste, non seulement aux yeux du gouvernement, mais pour la profession elle-même».

Le député conservateur Bill Clarke a noté, pour sa part, que M. Dye faisait probablement un sacrifice financier en acceptant le poste.

Le Labrador, onzième province?

■ M. A. Wilfred Letto a prévenu le gouvernement de Terre-Neuve, hier, que le Labrador pourrait bien se séparer et former la 11ème province canadienne, si ses habitants n'atteignent pas le niveau de vie des insulaires. Président de la Chambre de commerce de Labrador Straits, M. Letto est à la tête d'un comité de huit membres qui se propose de faire circuler une pétition pour réclamer l'égalité avec les autres citoyens de la province. Parmi les réclamations des Labradoriens, il y a des routes ouvertes à longueur d'année et un système d'aqueduc et d'égout. Si le gouvernement terre-neuvien ne s'engage pas à répondre à ces besoins, a promis M. Letto, il est possible que le Labrador se rende devant les tribunaux. Une autre option, a dit M. Letto, serait de demander l'annexion du Labrador au Québec.

Québec ne traite plus avec les conseillers anglophones des Cris

■ OTTAWA (PC) — Les représentants du gouvernement du Québec refuseront à l'avenir de rencontrer les conseillers à l'emploi des organisations autochtones provinciales qui ne peuvent s'exprimer en français, affirme un haut fonctionnaire du gouvernement provincial.

M. Eric Gourdeau, qui dirige le secrétariat chargé des politiques autochtones, a indiqué que les porte-parole gouvernementaux francophones en ont assez de se faire imposer l'anglais.

«Ce n'est pas un conseiller qui va imposer l'anglais à ceux qui ne parlent pas l'anglais, a dit M. Gourdeau. La langue officielle au Québec est le français.»

L'anglais ne sera permis que lorsqu'un autochtone se présentera seul ou qu'il sera accompagné d'un conseiller anglophone, a dit M. Gourdeau, hier, au cours d'une interview depuis son bureau à Québec.

M. Gourdeau a indiqué qu'en vertu de la loi provinciale qui fait du français la langue officielle, les autochtones peuvent lui substituer leur propre langue ou l'anglais, «mais pas les autres».

Si votre cave est pleine d'objets dont vous ne vous servez plus...

Les annonces classées
285-7111

Je peux vous aider à obtenir votre brevet de barreur sur quillard cet été

Téléphonez-moi ou renvoyez-moi le coupon-réponse. Je vous enverrai la documentation complète sur mes cours d'initiation à la voile, d'initiation à la croisière et club de voile «Tanzer 22», dans les plus brefs délais.

Stefan Marshall
697-3267

NOM _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____
École de voile Stefan Marshall
22 Coolbreeze
Pointe-Claire, Québec H9S 5G4

Agence de mannequins

Loucika

L'agence Loucika vous donne la chance de réaliser votre rêve en devenant et travaillant comme mannequins.

Téléphonez entre 11 h a.m. et 5 h p.m. au **844-2836**

C'est aujourd'hui le grand jour... Et si mon bonheur ne tenait qu'à un coup de téléphone? C'est aujourd'hui que j'appelle chez alter ego. C'est si important, je ne choisirais pas n'importe quelle agence.

Service de rencontre sérieux
288-2303
du lundi au vendredi de 13h à 21h

625, rue Président-Kennedy, 4e étage, Montréal, Québec

TIMBRES EN APPROBATION (X) SIGNALEZ VOTRE CHOIX

() NEUFS () USAGES () CANADA () NATIONS-UNIES
() ETATS-UNIS () VATICAN MONTANT \$.....

NOM.....
ADRESSE.....

TIMBRERIE DE QUÉBEC C.P. 3398 QUÉBEC G1K 6Z3

Lisez les cahiers suivants:

— Roi du Radio — Eaton
— Novax — Simpsons
— K-Mart — Le Temps des vacances
— Consumer Distributing — Canada Issue #1

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI Minimum: 5 Maximum: 14
Nuageux avec averses
Dég. graduel par la suite

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	8	Dég. et venteux	Beau
Ontario	—	14	Nuageux et averses	Beau
Laurentides	—	10	Nuageux et averses	Beau
Cantons de l'Est	—	14	Nuageux et averses	Ensoleillé
Mauricie	—	8	Nuageux et averses	Ensoleillé
Québec	—	10	Nuageux et averses	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	—	8	Nuageux et averses	Ensoleillé
Rimouski	—	5	Nuageux et averses	Ensoleillé
Gaspésie	—	5	Ennuag. suivi d'averses	Ensoleillé
Bas-Caraïbe	—	5	Nuageux et averses	Ensoleillé
Sept-Îles	—	5	Nuageux et averses	Ensoleillé

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	Victoria	3	9
Alberta	Neige légère	Edmonton	-6	1

La Quotidienne Tirage d'hier

5 - 3 - 6

Beau

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	6	22	Miami	22	28
Buffalo	3	16	New York	9	19
Chicago	10	18	Nlle-Orléans	14	27

vers les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	12	17	Hong Kong	1	10
Athènes	12	24	Le Caire	12	22
Berlin	8	17	Lisbonne	8	16
Bruxelles	8	20	Londres	10	19
Buenos Aires	17	25	Madrid	10	16
Copenhague	5	11	Moscou	-4	8
Genève	6	20	Mexico	10	28

vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.
Acapulco	21	31	Bermudes	14	21
Barbade	23	29	Nassau	20	27
			San Juan	24	29
			Trinidad	24	32

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Part de retour garanti.

* TARIFS D'ABONNEMENTS ÉDITION NATIONALE

LIVRAISON À DOMICILE: Lundi ou samedi \$2.10
Lundi ou vendredi \$1.50
Samedi seulement 0.85

* TARIFS D'ABONNEMENTS PAR COURRIER (Surface)

LIVRAISON À DOMICILE: Lundi ou samedi \$1.75
Lundi ou vendredi \$1.25
Samedi seulement 0.75

INFORMATION GÉNÉRALE

285-7272
285-7070
285-7100
285-7383

ANNONCES CLASSÉES

285-7111
285-7205

GRANDES ANNONCES

285-7202
285-7306
285-7265
285-7320

COMPTABILITÉ

285-6892
285-6901

Pour vous abonner, nos bureaux sont ouverts de 7h à 18h (samedi: 7h à 15h) 285-6911

L'industrie relève (enfin!) la tête face à la SAQ



Guy Pinard

Après avoir plié l'échine pendant trop d'années et respecté les diktats émanant du Pied-du-Courant par crainte de froisser la susceptibilité des dirigeants de la Société des alcools du Québec dont elle est le client captif, l'industrie des vins, cidres et spiritueux du Québec s'est finalement débarrassée de son joug et de ses craintes en passant à l'attaque.

Jusqu'à tout récemment, l'industrie n'avait résisté qu'une seule fois aux exigences de plus en plus envahissantes de la SAQ, soit à l'époque où les services des permis industriels de la société avaient subtilement exigé des distillateurs québécois qu'ils soumettent les recettes de leurs liqueurs.

Cette exigence, quoique légale, avait outré les gens de l'industrie. C'est bien connu; entre l'une des liqueurs d'un distillateur et celle d'un de ses concurrents, seuls les ingrédients peuvent faire une différence puisque tous deux travaillent à partir de l'alcool pur. Or, livrer ce secret, même à la SAQ, c'était offrir suicidairement un flan à la concurrence. Ils s'y sont objectés globalement et avec raison, et les services des Permis industriels n'ont pas jugé bon de poursuivre dans la même veine.

Mais autrement, l'industrie maintenait un profil plutôt bas devant la SAQ. Elle encaissait les exigences, les caprices et les rodomatades de la SAQ sans coup férir. Face aux médias d'informations, elle donnait l'image d'un groupe placide, serein, même si les relations avec la SAQ étaient tendues.

Et délivrée de son joug, l'industrie n'est pas encore prête à collaborer entièrement avec les médias. Certaines poches de résistance se forment dès qu'il est question d'identifier un producteur ou un produit. Elle veut bien qu'on les aide, elle n'a pas d'objections à ce que les attaques fuses de tous azimuts sur la SAQ... en autant que la société ne puisse retracer l'attaquant par media interposé. C'est le réflexe normal de la soumission disciplinée et conditionnée depuis des années.

Heureusement, il semble bien que les producteurs et représentants locaux ont décidé de mettre de côté cette peur qui était la leur. Après s'être exprimée en termes parfois virulents dans des mémoires qui répliquaient à l'envahissant plan quinquennal de la SAQ, voici que l'industrie a décidé de porter le débat où il aurait dû se trouver depuis longtemps, c'est-à-dire sur la place publique. Mais elle l'a fait gauchement, dans deux communiqués redondants (le contenu de l'un fait partie du contenu de l'autre) qui soulevaient des points certes intéressants, mais qui n'éclairaient pas mieux ceux qui suivent le dossier depuis six lunes ou plus. Il ne suffit pas de marquer strictement confidentiels pour qu'un document soit nécessairement percutant.

Or, un peu à la manière d'un

boxeur qui pense son adversaire plus puissant que lui et passe le premier round à l'étudier, cette première attaque est plutôt timide. Elle reprend à peu de choses près des thèmes développés dans les mémoires de l'une ou l'autre association (représentants en vins et spiritueux, distillateurs, producteurs de vins ou de cidres, etc.), et presque tous largement diffusés dans les médias d'informations ou tout au moins dans cette chronique.

Et on peut les résumer de la façon suivante:

- la SAQ juge et partie, favorise ses produits;
- Effet néfaste des chaînes d'emballage de la SAQ sur l'industrie;
- la SAQ embouteille presque exclusivement des produits importés et nuit par le fait même aux produits locaux;
- la SAQ met en marché un produit dangereux, l'alcool à 94% (le communiqué dit «des produits» mais n'en mentionne qu'un);
- la SAQ ralentit l'exportation de produits québécois;
- la SAQ protège la vente de ses produits en veillant à ce qu'ils soient les moins chers;
- les ruptures d'inventaires, fréquents pour tous les produits à l'exception de ceux de la SAQ;
- absence de ventilation des coûts des produits embouteillés par la SAQ.

En fait, il n'y a que quatre points où les deux communiqués font vraiment preuve d'originalité, soit quand ils mentionnent que la SAQ viole la Loi des permis d'alcools en concédant sur ses produits des rabais refusés à l'entreprise privée; en dévoilant que les produits locaux sont majorés de 81 pour cent, comparativement à 58 pour cent en Ontario pour les produits ontariens; la guerre des cidres apéritifs, appelés vins de pommes apéritifs à l'insistance de la SAQ et l'absence de publicité consacrée aux produits locaux par la SAQ.

Je m'attendais donc à mieux, à plus cinglant, à plus factuel encore qu'on ne l'a été. Peut-être sera-ce pour la prochaine fois maintenant que l'industrie a décidé de ne plus se laisser manger la laine sur le dos.

Ne soyez ni surpris ni étonné par nos services. Nous sommes là pour vous aider.

Georges Pouliot
MANUFACTURIER

4335, rue de la Roche
Tél.: 571-5864

Huit accusations d'homicide involontaire contre Belmoral

Les mines Belmoral Ltée devront répondre jeudi prochain au Palais de Justice de Val-d'Or à huit accusations d'homicide involontaire résultant de négligence criminelle.

PIERRE BELLEMARE

Ainsi en a décidé hier le ministère de la Justice, dont le titulaire est Me Marc-André Bédard, qui a déposé les plaintes à Val-d'Or, suivant en cela très fidèlement les recommandations qui lui avaient été soumises la semaine dernière par le ministère public, conformément aux conclusions auxquelles en est arrivée la commission Beaudry.

«Ces accusations ne sont absolument pas fondées. Je nie toute responsabilité concernant l'ef-

fondrement tragique de la mine Federber-Belmoral (qui a fait huit victimes le 20 mai dernier)», s'est empressé de déclarer hier par voie de communiqué M. R. Clive Brown, responsable des mines de cette entreprise.

«Il n'y a pas de preuve, dit-il encore, qui puisse démontrer quelque négligence que ce soit de la part de la compagnie. Toutefois, le procès qui s'amorcera bientôt sera l'occasion de démontrer que la compagnie n'a encouru aucune responsabilité. J'ai foi dans le système judiciaire. J'ai confiance que la Belmoral sera lavée de toutes accusations.»

Dans son rapport justement, la commission Beaudry qui a enquêté sur les circonstances de cette tragédie, rejette la thèse d'un effondrement fortuit (act of God). Elle indique aussi: «On n'ouvre pas une mine si on n'en connaît pas ses caractéristiques

géologiques. C'est une condition sine qua non. L'art de miner, c'est d'ailleurs de trouver les moyens pour contrôler les forces de la nature.»

L'ingénieur Laurier Juteau, collaborateur du juge René Beaudry, a cependant précisé que, sans négliger cet aspect, «c'est dans les gestes posés par l'être humain que l'on se devait donc de chercher les causes de l'accident».

Procédure exceptionnelle

Par ailleurs, on suivra une procédure exceptionnelle, requérant l'autorisation du ministre de la Justice, en forçant l'accusé à subir un procès devant «juge et jury» en Cour supérieure. Normalement la défense a le choix d'être jugée devant «juge seul» ou devant «juge et jury».

De plus, ces poursuites criminelles s'inscrivent par voie pré-

férentielle de mise en accusation (preferred indictment), ce qui signifie qu'il n'y a pas d'enquête préliminaire et, par voie de conséquence, ni d'enquête du coroner.

C'est exactement ce que préconisait Me Jean-Pierre Major, représentant du ministère public dans ce dossier, à l'intérieur des recommandations acheminées la semaine dernière au ministre Bédard.

Reste une question à élucider. Le procès aura-t-il vraiment lieu à Val-d'Or, là où il sera pour le moins ardu de trouver des personnes «neutres» pour la composition du jury. Il n'est donc pas impossible que soit le procureur de la Couronne, soit celui de la défense intervienne dès le début pour demander de tenir le procès à Montréal ou ailleurs, dans une ville en tous cas étrangère à la catastrophe.



Un mort et un blessé grave

Une collision entre un train et une automobile a fait un mort et un blessé grave, vers minuit 15, hier, à un passage à niveau de la route 138, à Caughnawaga. Keith Montour, 18 ans, de Caughnawaga, qui conduisait la voiture de son père, est mort sur le coup. Sa compagne, Christie Gebbs, 17 ans, de Châteauguay, a été grièvement blessée et repose à l'hôpital général de Montréal. Après la collision, l'automobile a été projetée sur un poteau de fer qui l'a découpée en deux, les parties se retrouvant à 500 pieds l'une de l'autre. Selon la police de Caughnawaga, la victime ne possédait son permis de conduire que depuis le 5 mars dernier.

Agence «Detec of Canada Ltée»
PIERRE D.-MASSUE
DÉTECTIVE
«Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec»
Licencié par la Cité de Montréal

- INVESTIGATION
- SURVEILLANCES
- FILATURES
- TOUTES PREUVES POUR LA COUR
- INFIDÉLITÉ CONJUGALE

CONFIDENTIEL — DISCRETION ASSURÉE 387-8757

chez **CLOUTIER**
SERGE PARENT, PROPRIÉTAIRE
384-4990
1221 est, rue FLEURY 2595, DE SALABERRY

Serge Parent, pharmacien
1221 est, rue Fleury 2595, de Salaberry
Ouvert de 9h à 23h Ouvert de 9h à 22h
Service de livraison 7 jours par semaine

LE SAINT-MAÏO
Manoir pour retraités
1 1/2 - 2 1/2

VEZ COMPARER

Nos prix incluent:
— Trois (3) repas par jour servis à la salle à manger, plusieurs choix à chaque repas et vin inclus au souper.
— Entretien ménager tous les jours
— Réceptionniste, soins infirmiers
Service de sécurité et d'intercom 24 heures par jour et beaucoup plus.

Pour plus amples informations:
390, rue Bord de l'Eau
Longueuil, (Québec) J4H 3Z4
Tél.: (514) 651-0290
Ouvert 7 jours par semaine

Le Versailles

Voici enfin un nouveau complexe résidentiel hors pair, composé de deux immeubles ultra-modernes en copropriété.

Aucune autre réalisation dans ce mode d'habitation ne peut actuellement vous offrir plus en matière de luxe, de confort et d'espace.

On peut y acheter, au choix, un appartement de deux, trois ou quatre chambres à coucher, bénéficiant du caractère exceptionnellement privé d'un domicile sur une île et jouir d'une vue splendide.

Domaine de l'île Paton
4520, promenade Paton
Chomedey, Laval
Tél.: 688-8440

Occupation novembre 1981

Pour faire un choix judicieux de modes d'épargne

Les succursales Modes d'épargne

Grâce à des recherches constantes, la Fiducie du Québec a mis au point une gamme complète et innovatrice de modes d'épargne, dans le but de répondre adéquatement aux préoccupations financières de ses nombreux publics.

Des carrefours régionaux

Mais à la Fiducie du Québec, la qualité des services ne se limite pas à la qualité des modes d'épargne. C'est pourquoi la Fiducie du Québec a développé un concept unique de succursales Modes d'épargne, qui sont autant de carrefours régionaux de services d'épargne spécialisés.

Chaque succursale Modes d'épargne est en mesure de dispenser de l'information claire et complète grâce à la formation adéquate de son personnel, à la documentation abondante et précise dont elle dispose et au système informatisé de communication qui relie la succursale au siège social, au moyen d'écrans cathodiques.

Ainsi, grâce à ce système, chaque succursale Modes d'épargne peut offrir le même service personnalisé à tous les clients de la Fiducie du Québec: dépôt, demande de renouvellement ou de remboursement, renseignement sur les taux, les comptes, les nouveaux services, changements d'adresse, transferts, etc. Vous pouvez même obtenir instantanément une soumission de rente à versements invariables.

Un service personnalisé

C'est ce service personnalisé qui distingue les succursales Modes d'épargne de la Fiducie du Québec des simples comptoirs d'épargne.

Les conseillers de nos succursales Modes d'épargne sont à votre service, pour vous aider à faire un choix judicieux de modes d'épargne. C'est un rendez-vous!

UN CHOIX JUDICIEUX

Fiducie du Québec

QUÉBEC (418) 653-6811 SHERBROOKE (819) 566-5667 CHICOUTIMI (418) 549-5746

desjardins

LE PREMIER VOL HABITÉ DANS L'ESPACE

Il y a 20 ans:

GAGARINE

d'après PA

Il y aura vingt ans dimanche, Radio-Moscou annonçait la nouvelle, qui allait stupéfier le monde entier, de la réussite d'un des plus grands exploits scientifiques dans l'histoire de l'homme: le premier vol spatial habité.

L'URSS avait créé la première grande surprise dans le domaine de l'aéronautique le 4 octobre 1957 avec le lancement du Spoutnik I, premier satellite terrestre, qui fut suivi du lancement de nombreux engins spatiaux américains et soviétiques: vaisseau habité par des animaux, satellite solaire, satellites météorologiques, etc.

Puis, le 12 avril 1961, la radio soviétique diffusa la nouvelle incroyable: «Le cosmonaute Youri Gagarine a été ramené sur Terre sain et sauf après un vol de 108 minutes dans l'espace.» Le vaisseau cosmique Vostok pesait cinq tonnes et le vol s'était effectué à une altitude minimum de 110 milles et maximum de 190 milles.

Une heure et quinze minutes après le début de son bulletin spécial Radio-Moscou annonçait que le «Vostok» et son intrépide voyageur avaient été ramenés sur Terre par télécommande et qu'ils avaient atterri dans une région prédéterminée de l'Union soviétique.

Depuis le vol de Gagarine, l'Union soviétique a lancé toute une série de missions habitées sur des orbites basses, accumulant les lancements et rallon-

geant la durée des séjours dans l'espace. «Le but principal de notre programme spatial est de mettre sur pied des stations orbitales habitées de plus en plus perfectionnées», a expliqué M. Sergueï Grichine, un des dirigeants du programme soviétique.

Depuis le vol historique du 12 avril 1961, les fusées soviétiques ont lancé dans l'espace 52 cosmonautes, dont 44 Soviétiques et huit cosmonautes de pays socialistes alliés.

La cosmonaute Valentina Tereshkova est, jusqu'à présent, la seule femme de l'espace. Elle a effectué 48 révolutions autour de la Terre, en juin 1963. Alexei Leonov a été le premier homme à «marcher» dans l'espace, après avoir quitté pendant 12 minutes sa capsule Voshkod-2, en mars 1968. Il dirigea par la suite le vol conjoint américano-soviétique Apollo-Soyouz, en 1975.

Les cosmonautes soviétiques ont largement battu le record de durée dans l'espace de 81 jours établi en 1975 par les astronautes américains au cours de la mission Skylab-3. Vladimir Lyakhov et Valeri Rioumine sont d'abord restés 175 jours à bord de Saliout-6, en 1979. Puis, en octobre 1980, Rioumine et Leonid Popov ont fait un séjour de 185 jours à bord de Saliout-6.

Au cours des dernières semaines, la radio soviétique a diffusé des rappels fréquents du vol de Gagarine, en mettant l'accent sur la poursuite de l'exploration de l'espace par l'homme avec,

en particulier, le programme «Intercosmos», qui prévoit la participation de cosmonautes d'autres pays, notamment tchèques, polonais, est-allemands, bulgares, vietnamiens, cubains et tout récemment mongols.

Dans cette course, les Américains ne sont pas demeurés en reste. John Glenn est devenu le premier astronaute américain à effectuer un vol spatial, qui a duré plus de quatre heures, le 20 février 1962. Ce n'était que le premier d'une série d'exploits américains, couronnés par celui de la marche d'un homme sur la Lune en 1972.

Il y a eu depuis l'envoi également d'innombrables satellites de toutes sortes et de sondes spatiales tant soviétiques qu'américaines qui sont allées explorer les espaces intersidéraux atteignant Mars, Vénus, puis plus récemment la proximité de Saturne. Ainsi le rêve devient de plus en plus réalité.

Des émissions radio-télévisées spéciales, un rassemblement dans la capitale et des messages de félicitations venus de la station orbitale Saliout-6 sont inscrits au programme du 20ème anniversaire du premier vol spatial habité.

Tandis que les Etats-Unis préparaient le lancement de leur navette spatiale, l'Union soviétique se servait de l'anniversaire pour célébrer ses propres exploits spatiaux.



Youri Gagarine, le premier homme à orbiter la Terre, le 12 avril 1961, pose ici avec la première femme cosmonaute Valentina Tereshkova qui a accompli le même exploit deux mois plus tard.

photothèque LA PRESSE

L'URSS célèbre

(D'APRÈS PA) — Youri Gagarine devenait, le 12 avril 1961, le premier homme à effectuer un vol dans l'espace posant ainsi le premier jalon en

vue de la réalisation du vieux rêve de l'exploration de l'univers par l'homme. Son vol historique ouvrait les voies à la conquête de l'espace.

Fils d'un charpentier de ferme collective, Gagarine était devenu par un labeur acharné pilote de l'aviation soviétique. C'est alors qu'il fut choisi pour effectuer le vol à bord du vaisseau spatial Vostok (Orient). Il avait 27 ans.

Sergueï Korolev, concepteur de la fusée et des systèmes spa-

tiaux, dit que Gagarine possédait un courage inné, un esprit analytique et mettait une application exceptionnelle à tout ce qu'il faisait. Il était en outre extrêmement sociable et possédait de l'allant et un grand sens de l'humour. Ce sont toutes ces qualités qui lui valurent d'être choisi entre tous les candidats. Après avoir fait le tour de la Terre dans l'espace, Gagarine parcourut le monde entier, visitant des dizaines de pays, se faisant en quelque sorte l'artisan du rapprochement entre les hommes.

Gagarine devait trouver la mort dans un accident d'avion, le 27 mars 1968, mais sa légende est toujours soigneusement entretenue. Une statue futuriste sera érigée à sa mémoire à Moscou.

La télévision soviétique a diffusé aujourd'hui un documentaire intitulé «Décolle Gagarine», première partie d'une série d'émissions spéciales consacrées à l'événement. Un rassemblement et un concert étaient aussi prévus dans le centre de Moscou.

Les cosmonautes, qui gravitent autour de la Terre à bord de la station orbitale Saliout-6, ont évoqué récemment avec émotion le souvenir de Gagarine, l'appelant «le pionnier de l'espace». «J'ai eu le privilège de travailler avec Gagarine durant une année, a déclaré le cosmonaute Vladimir Kovalyonok, dans une conférence de presse télévisée en direct depuis l'espace. C'était un homme très sympathique, avec un très gentil sourire et une grande capacité de travail. Il a toujours été honnête et sincère.»

EASTERN, LA PORTE DU SUD.

NO DE VOL	DÉPART DORVAL	ARRIVÉE ATLANTA
EA 115	YUL 10h 25	ATL 14h 30
EA 547	YUL 2h 59	ATL 19h 07
NO DE VOL	DÉPART ATLANTA	ARRIVÉE DORVAL
EA 108	ATL 15h 32	YUL 19h 34
EA 542	ATL 17h 07	YUL 21h 01

Les horaires de vols peuvent être modifiés sans pré-avis.

Depuis Montréal, Eastern dessert un plus grand nombre de villes américaines que toute autre ligne aérienne. Envolez-vous avec Eastern. Vous arriverez à destination sans transferts inutiles, vous n'aurez qu'à vous concentrer sur les importantes transactions qui vous attendent.

ATLANTA-MIDFIELD: L'IMPRESSIONNANT CARREFOUR EASTERN!

Dans ce nouvel aéroport, le plus récent et le plus vaste terminus aérien au monde, Eastern vous offre un choix de 330 vols chaque jour à destination de 107 villes à travers les États-Unis et à l'étranger.

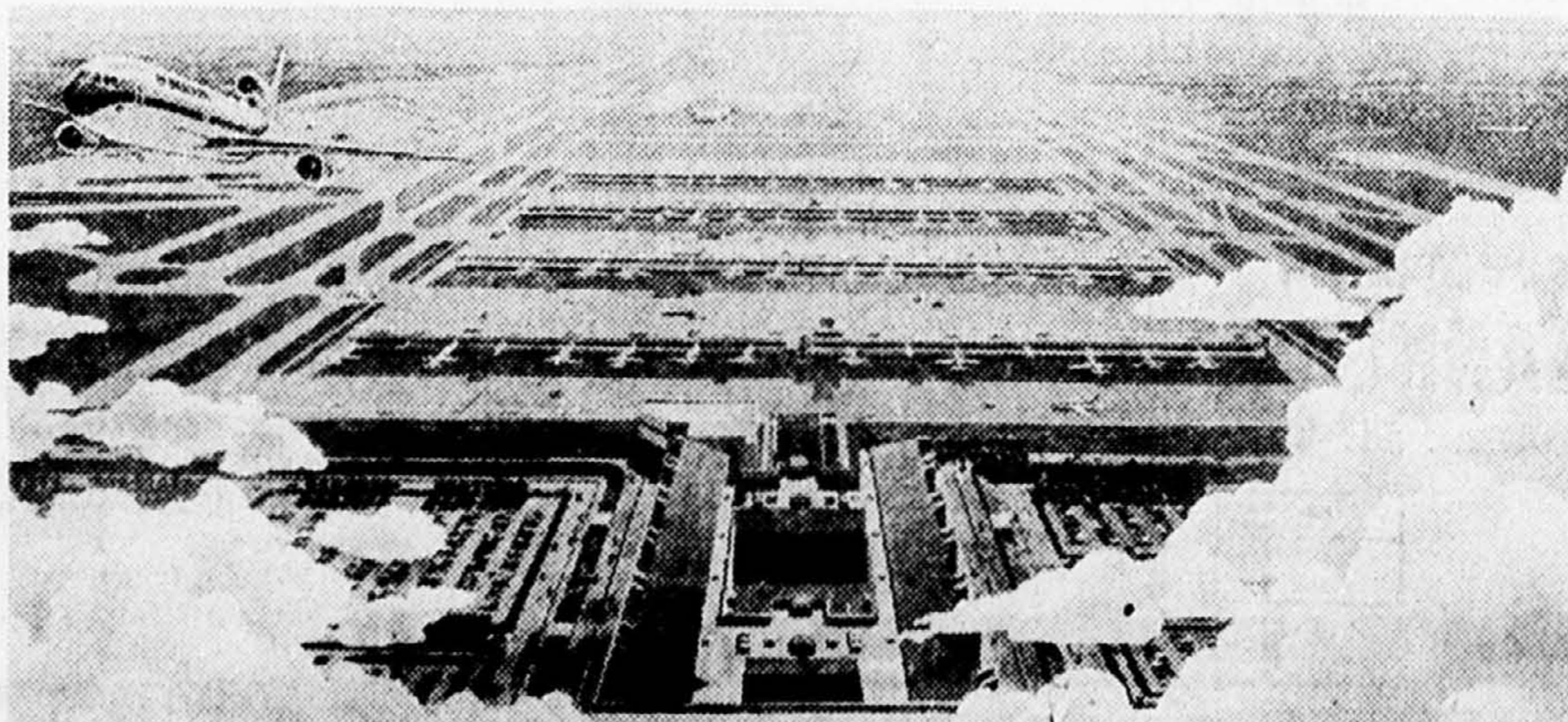
Vous passez facilement d'un vol à l'autre grâce à de spacieux mails au centre du terminus. Vous vous déplacez dans de confortables wagons de transit. Vous pouvez même vous détendre dans l'un des Clubs Ionosphere® qui se trouve au-dessus de chaque mail. Et quel splendide coup d'oeil sur l'ensemble de l'aéroport!

N'oubliez pas qu'Eastern vous offre le vol le plus matinal vers Atlanta, la porte d'entrée vers le Sud.

Pour vos voyages d'affaires à New York ou ailleurs aux États-Unis, communiquez avec Eastern. À Montréal, composez le 931-8211. À l'extérieur de Montréal, composez sans frais le 1-800-361-8530 ou appelez votre agent de voyage.



EASTERN
VOUS ALLEZ DANS LE SUD? ALLEZ-Y PAR EASTERN.



Automobile et Touring Club de Montréal

L'AUTO-PROTECTION

Protection aux consommateurs et assurances-voyage



N'importe où, n'importe quand

- Nous vous aidons à solutionner vos problèmes personnels de réparation de voiture
- Liste de garages recommandés
- Inspection technique d'automobile (facultatif)
- Assurance accident personnelle (incluse dans les frais d'abonnement)
- Assurance médico-hospitalière (hors Canada) (facultatif)
- "En voyage" assurance accident (facultatif)

Profitez aussi de notre service de dépannage ou remorquage gratuit au garage le plus rapproché.

tout le monde y gagne!

DEVENEZ MEMBRE

BON DE PARTICIPATION

Veuillez m'inscrire comme membre de l'Automobile et Touring Club de Montréal. Il est entendu que mon adhésion sera en vigueur dès que cette demande sera enregistrée et sera valable pour les 12 prochains mois (\$35.00 seulement, comme membre actif).

Mme. Mlle. M. _____ Date de naissance _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Tél. rés. _____ bur. _____
 Ci-joint chèque ou mandat poste
 Visa: _____ Master Charge _____
 Signature: _____ Date: _____

1425 rue de la Montagne
 Montréal, Québec H3G 2R7
 (tel. 288-7111)

288-7111

1200 ouest, boul. St-Martin,
 Laval, Québec, H7S 2E4
 (tel. 688-2240)

LES RUES DE MONTRÉAL.

VOLTIGEURS, rue des (?)

En souvenir du Régiment des voltigeurs canadiens, recruté par le héros de Châteauguay, le colonel Charles-Michel de Salaberry. C'est ce régiment de 300 voltigeurs, appuyé par quelques centaines de miliciens, qui sauva le Canada de l'invasion américaine en 1812, lorsqu'il arrêta l'armée de Hampton, forte de 7.000 fantassins, 400 cavaliers et 12 canons. Axe nord-sud de Saint-Antoine à Notre-Dame, à l'ouest de Papineau.

WHITE, ruelle (?)

En souvenir d'Andrew White, contribuable demeurant dans cette ruelle, ainsi qu'en fait foi une requête du 30 septembre 1859, adressée à la Commission de la voirie pour se plaindre de son mauvais état. Axe sud-nord à partir de Viger, à l'ouest de Clark.

WURTELE, rue (?)

En hommage à Jonathan Saxton Campbell Wurtele (1828-1904), professeur de Droit commercial à l'université McGill, trésorier du Québec de 1882 à 1884, président de la Chambre de 1884 à 1886, nommé juge à la Cour Supérieure en 1886, puis à la Cour d'Appel en 1892. Axe nord-sud à partir de Sherbrooke, à l'est de Frontenac.

WEST HILL, avenue (?)

Nom donné parce que la West Hill Land Co. a cédé un tronçon de cette voie à la Ville. Axe nord-sud croisant Sherbrooke à l'est de Cavendish.

LE VOL DE COLUMBIA REMIS Crippen et Young déçus et dégoûtés

■ HOUSTON — (De notre envoyé spécial) — Malgré les «T-Shirts» disant «Go Columbia» qu'arboraient fièrement certains secrétaires du Johnson Space Center hier, la navette n'est pas partie. Cela se fera au plus tôt demain matin. «C'est très frustrant et décevant, a déclaré à LA PRESSE M. Charles Bedmond, des relations publiques de la NASA. Nous attendons ce moment depuis des années et voilà qu'il faut remettre le départ à plus tard encore une fois».

Or, il a failli à la tâche de misérable façon. Voici ce qui s'est passé: A bord de la navette, cinq ordinateurs sont en charge des opérations. Les quatre premiers sont montés en parallèle et ils traitent tous ensemble la même information. Le cinquième est gardé en réserve et c'est celui-ci qui a fait défaut hier. Quand un désaccord survient entre les quatre premiers ordinateurs, celui d'entre eux qui se trouve en position minoritaire voit son «opinion» écartée. Il en va ainsi jusqu'à ce que, le cas échéant, il ne reste plus que deux ordinateurs en action. En cas de mésentente entre les deux, c'est le cinquième ordinateur qui prend la relève et décide seul de la marche à suivre. Mais pendant tout ce temps, cet ordinateur de relève doit constamment échanger des informations avec les quatre autres, ce qu'il a refusé de faire hier sur deux canaux différents. Et si l'on n'a pu déceler le problème qu'à la toute dernière minute, c'est que l'ordinateur de relève n'est mis à contribution qu'aux derniers instants du compte à rebours.

Devant l'impossibilité de résoudre le problème, on a donc décidé de reporter le vol, puisque les cinq ordinateurs de la navette doivent fonctionner parfaitement pour que la mission ait lieu.

«C'est la première fois que vous voyez ça, a déclaré M. Neil Hutchinson, directeur du vol au Johnson Space Center. Ces ordinateurs et leurs programmes ont été testés pendant des milliers d'heures et une pareille situation n'est jamais survenue dans le passé.» Tout de suite après la décision de ne pas donner le «Go» à Columbia, pas moins de 200 personnes se sont attelées à la tâche de comprendre la nature du problème et de tenter de la résoudre.

Déçus et écoeurés

Si le désappointement se lisait clairement hier sur le visage des responsables de la NASA, c'est toutefois les astronautes Young et Crippen qui ont remporté la palme de la déception.

A l'étroit dans leur cabine, les pieds dans les airs pendant plus de six heures, ils ont tout fait pour redonner le goût de la communication à l'ordinateur recalculant. Rien n'y fit.

Puis, après un délai interminable, on a pu voir en direct des images saisissantes. Des membres de la NASA, portant mas-



telephoto UPI

Les astronautes John Young et Robert Crippen sont débarrassés de leurs combinaisons spatiales, à leur descente de l'autobus qui les a ramenés à leur quartier, après l'annulation de la mission Columbia. Le lancement de la navette spatiale, prévu pour 6h50 hier matin, a dû être décommandé par suite de la défaillance de l'un des ordinateurs de bord.

ques et gants chirurgicaux, déboulonnent l'écouille du cockpit. La porte s'ouvre enfin, on place une sorte de carpepe synthétique à l'entrée de la cabine. Il n'y a plus qu'à attendre la sortie des astronautes.

C'est d'abord un casque d'astronaute qui passe de main en main. Personne dessous. Puis, l'air dégoûté, écoeuré, les cheveux trempés de sueur, Crippen rampe hors de la navette. Malgré la présence de la caméra, l'heure n'est pas aux sourires.

Vient ensuite Young, l'air tout aussi déconfit que son compagnon devant la tournure des événements et tout aussi en sueur, comme on s'en rend compte au moment où il enlève son casque.

Mais les deux astronautes ont maintenant tout le temps voulu pour se rafraîchir en attendant comme tout le monde que la navette décolle enfin.

C'est Gagarine, là-haut, qui doit rire dans sa barbe.

Les 44e et 45e Américains à être envoyés dans l'espace

■ HOUSTON (AFP) — John Young et Robert Crippen sont les 44e et 45e astronautes américains à être envoyés dans l'espace.

Le premier vol orbital fut effectué par John Glenn le 20 février 1962, à bord de la capsule Mercury. Ce vol avait précédé des deux «sauts de puce» dans l'espace de Shepard et Grissom, respectivement un et quatre mois après le vol de Youri Gagarine, le 12 avril 1961.

Après dix missions à bord des vaisseaux Gemini, qui se sont échelonnées entre 1965 et la fin de 1966 et ont permis aux Américains de réaliser de nombreuses premières spatiales, ce furent, à partir de novembre 1968, les vols Apollo, d'abord dans la «banlieue» terrestre, puis vers et sur la lune (sept au total). Le premier débarquement de l'homme sur la lune se fit le 20 juillet 1969.

La dernière mission Apollo eut lieu en décembre 1972. De mai 1973 à février 1974, trois équipages se sont relayés à bord de la station orbitale Skylab.

Ce fut pratiquement la fin des vols humains américains, puisqu'un seul, de caractère plus politique que scientifique, eut lieu en juillet 1975: il s'agit du vol

conjoint Apollo-Soyouz avec les Soviétiques.

Les vols spatiaux américains ont donc été interrompus pendant six ans, et les Soviétiques en ont profité pour porter le nombre de leurs cosmonautes à 58, y compris les huit pays de l'Est.

La machine défaillante laisse les scientifiques perplexes

■ HOUSTON (AFP) — L'informatique, associée à l'électronique la plus poussée, a manifesté hier des défaillances qui n'ont pas permis au vaisseau spatial le plus sophistiqué qui ait jamais été construit de quitter Cap Canaveral pour accomplir son premier vol.

C'est d'abord la plate-forme à inertie — qui permet à tout moment à un mobile dans l'espace de se diriger dans le bon sens et de savoir où il se trouve par rapport à la direction de référence — qui a posé un problème. Celui-ci a toutefois pu se régler rapidement, dès que l'on eut établi que quelques gouttelettes d'hydrogène liquéfiée à moins 251 degrés centigrades s'étaient trouvées coincées dans un circuit.

Par contre, plusieurs heures

après l'ajournement du lancement, les techniciens de la NASA et les responsables de l'ordinateur défaillant cherchaient toujours à déterminer les causes de son mauvais fonctionnement.

Le directeur du vol, Neil Hutchinson, a déclaré qu'il s'agissait d'un phénomène tout à fait unique: «Il semble», a-t-il dit, «qu'il se soit produit un décalage infinitésimal entre la transmission de signaux à partir des quatre ordinateurs principaux de la navette vers l'ordinateur de réserve, qui n'a pas pu les recevoir correctement, et qui ne pouvait donc pas «entendre» ce que les quatre autres lui disaient.»

M. Hutchinson n'a pas voulu se prononcer, en conclusion, sur la possibilité que ce problème soit résolu à temps pour permettre un lancement demain.



DENIS DION

envoyé spéciale de LA PRESSE

Ce sentiment est entièrement partagé par les journalistes présents ici, chez qui s'ajoute aussi une bonne dose de frustration. Depuis des avant l'aube, ils sont là à attendre l'avènement du grand jour, bon nombre d'entre eux atterrés devant les écrans de télévision, l'oreille collée aux appareils pour mieux saisir les messages en provenance de la salle de contrôle où la voix des astronautes qui leur parvient à travers une affreuse friture.

Jusqu'aux dernières minutes du compte à rebours, tout se déroule presque parfaitement, à l'exception d'un problème de cellules d'alimentation en carburant. Rien qui puisse empêcher le lancement, cependant. C'est alors qu'il ne restait plus que neuf minutes à écouler dans le compte à rebours que les choses se sont gâtées. Un ordinateur à bord de la navette refusait de communiquer avec ses quatre autres compères. Un comble d'ironie en cette ère de communications où l'ordinateur à la réputation, dans certains milieux, d'être infiniment supérieur aux humains dans l'exécution de tâches complexes et délicates. L'erreur n'est pas qu'humaine.

Conçu pour être infailible

Le plus beau de l'affaire, c'est que l'ordinateur qui s'est rendu coupable hier de non-collaboration a été conçu, dans sa programmation, de façon à ce qu'il ne puisse pas se tromper. C'est du moins ce que déclarait dernièrement un astronaute de la NASA.



POTERIE BONSECOURS INC.

Centre de céramique, 433 est, rue Notre-Dame
Vieux Montréal, 844-6253, 844-6165

Session printemps:

Initiation, façonnage, tournage, technologie.

Inscriptions: jusqu'au 20 avril '81

Subventionné par le ministère des Affaires culturelles du Québec.
Permis M.E.Q. 749583

VENTE

CUIR et SUÈDE

CETTE SEMAINE SEULEMENT

PAYEZ & EMPORTEZ

OUVERT DIMANCHE de 10h à 3h

POUR LUI ET ELLE

POUR LUI ET ELLE
Jacket Blousons Safari \$99

CUIR ET SUÈDE
Manteau long cuir et suède \$199

Paletot d'auto en peau de mouton \$277

Paletots longs en peau de mouton \$377

Veste en cuir sans manche \$39

CARTES DE CRÉDIT ACCEPTÉES — PAS D'ALTÉRATION

LE MOULIN DE LA TANNERIE

9475, av. ESPLANADE (entre Louvain et Chabanel) 387-8013

HEURES D'OUVERTURE

Lundi au jeudi de 9h30 à 5h30
Vendredi de 9h30 à 9h00
Samedi de 9h00 à 4h00
Dimanche de 10h00 à 3h00



STATIONNEMENT GRATUIT

Concessionnaire de CITATION WINNEBAGO ITASCA

Achetez-moi! Louez-moi!

LEBLANC inc.

1940, DES LAURENTIDES, PONT-VIAU, LAVAL
15 MODÈLES EN EXPOSITION, A L'INTERIEUR
Heures d'affaires: sem. 9h à 20h • sam. 9h à 16h • dim. fermé

Tél.: 514-663-7941



fiducie populaire dépôt garanti



Inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôt du Québec.

1405, boul. Henri-Bourassa est
Montréal, Québec H2C 1H1
(514) 382-2282

Je vois à mes intérêts!

"J'aime que mes économies soient entre bonnes mains. J'ai donc choisi le DÉPÔT GARANTI de la Fiducie Populaire. C'est un placement sûr dont le taux d'intérêt est élevé et garanti jusqu'à son échéance. De plus, il n'y a aucuns frais d'administration."

La Fiducie Populaire offre également toute une gamme de services financiers adaptés à vos besoins.

FÉDÉRATION DE MONTRÉAL
DES CAISSES DES JARDINS

14 1/2 %

30 à 119 jours
(Minimum 500\$)

*Taux sujet à changement sans préavis.

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROGER-D. LANDRY
vice-président exécutif et
directeur général

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM editorialiste en chef

POUR LE PARTI LIBÉRAL

La campagne électorale prend fin. Elle s'est déroulée jusqu'ici dans un climat d'ambiguïté et de confusion où, de part et d'autre, les candidats ont négligé de nous exposer directement et franchement les deux options fondamentales qui nous sont proposées. Les électeurs du Québec sont-ils considérés si peu aptes à comprendre les subtilités de nos élites politiques?

Les libéraux surtout auraient dû souligner plus clairement les différences qui opposent, croyons-nous, leur libéralisme, qu'on espère largement ouvert à la justice sociale et aux libertés individuelles, et à une saine administration de notre économie, contre la social-démocratie à caractère collectiviste dont s'inspire le Parti québécois. Un fossé sépare ces deux options. Pour le libéralisme dit «avancé», l'objectif principal, c'est la liberté dans tous les domaines, tout en respectant les mécanismes de fonctionnement de l'holonomie économique nord-américaine. Son but est de réduire les inégalités excessives sans tomber dans le vice d'une société «égalitaire», laquelle vise à niveler les conditions de vie, à léser ceux qui, par leur créativité, leur esprit d'entreprise, leur compétence, sont créateurs d'emplois et offrent la plus sûre garantie de protection pour les plus défavorisés.

Pour la social-démocratie collectiviste (vocalisme récent employé par la gauche en France pour ne pas effaroucher ceux que le terme «socialiste» effraie), qui apparaît comme l'option fondamentale du Parti québécois en dépit des vœux pieux de M. Lévesque pour l'entreprise privée, le système capitaliste basé sur la notion de profit et où

les plus travailleurs, les plus compétents, les plus rigoureux connaissent le succès, doit être réévalué et soumis à une société aplatie dans l'égalité. Il ne faut donc pas s'étonner de l'intérêt que porte le PQ au Parti socialiste français et vice versa. Il ne faut pas s'étonner non plus des sympathies plus ou moins agressives à l'endroit du monde patronal. Ces deux options politiques divisent plusieurs pays du monde occidental. Le libéralisme se nourrit de tolérance, tandis que la social-démocratie collectiviste peut mener au fanatisme, à la lutte des classes, à la haine des plus nantis. La violence montre alors ses premiers signes.

Le Parti québécois a été fort habile depuis son accession au pouvoir en 1976. Tout en conservant un grand nombre de gens qu'il formait un bon gouvernement, il a expérimenté en douce ses théories social-démocrates sur notre dos. Résultat: en quelque quatre ans et demi, et même en acceptant l'excuse de l'inflation, le Québec s'est endetté de plusieurs milliards de dollars, nous plaçant pour l'avenir dans une situation angoissante. Achetez aujourd'hui, payez plus tard. Qu'importe. L'an prochain, nous connaissons un déficit supérieur à trois milliards de dollars. Le gouvernement fédéral n'échappe pas à cette critique. On s'attend qu'il resserrera son libéralisme plus qu'avancé. Il en résulte une situation intolérable pour le contribuable du Québec victime de la surenchère des déficits des deux paliers de gouvernement.

Comment des hommes responsables et chargés d'assurer

l'avenir du Québec peuvent-ils faire des promesses électorales coûteuses qui grossiront ces déficits? Les tenants de la social-démocratie collectiviste vous répondront qu'on ira chercher l'argent où il se trouve, dans les profits des entreprises, dans les poches des individus à revenus le moins élevés, chez les petits salariés mêmes en les étouffant de taxes indirectes. On oublie alors que si on enlève toute motivation aux créateurs d'emplois, si on garde éloignés les investisseurs, si on chasse les capitaux parce que le Québec devient un enfer fiscal, ce sont les travailleurs les plus soumis aux caprices de l'économie et les classes défavorisées qui, en bout de ligne, en souffriront le plus. Mais combien de temps encore cette saignée peut-elle durer? Quand les sources de taxation seront tarées, qui paiera la note?

Le PQ, sous le couvert du nationalisme et de la culture, s'est battu farouchement pour faire du Québec un Etat souverain, afin d'avoir tous les pouvoirs pour imposer son idéal de société social-démocrate collectiviste, dans laquelle la majorité d'entre nous ont vu la menace d'un ghetto culturel, social et politique qui eût débordé sur la violence et la brimade des libertés individuelles. LA PRESSE s'est opposée aux options fondamentales du PQ et continuera de le faire. En dépit de la récente conversion de M. Lévesque aux principes de l'entreprise privée et de la famille (pourquoi pas la religion?), nous ne croyons pas à la sincérité du PQ quand il réclame un autre mandat pour défendre le Québec à l'intérieur d'un Canada où il refuse et que nous avons choisis lors du référendum. M. Léves-

que a tourné le dos à trop de ses sincères partisans, pour espérer qu'il n'en fera pas autant avec nous. Par lassitude, par goût du spectacle distrayant que nous offre M. Lévesque, continuerons-nous à nous boucher les yeux, à nous réjouir de ses pirouettes verbales, sans pour cela nous mépriser nous-mêmes? Nous n'avons plus les moyens de jouer aux badauds amusés. M. Lévesque veut garder le pouvoir en vue de réussir son Québec souverain et sa société social-démocrate collectiviste, car il espère nous avoir à l'usage.

Quant au Parti libéral dirigé par M. Ryan, dont on espère qu'il incarne le libéralisme généreux de grande tradition, ses porte-parole nous ont laissés sur notre appétit depuis le début d'une campagne plutôt fade. Nous attendions de M. Ryan une fermeté de mener une campagne politique à un haut niveau, tout en définissant clairement ses objectifs et en réclamant les moyens d'action appropriés. Il semble que cette fermeté ne soit apparue qu'en filigrane au cours de la campagne. Qu'on nous fasse donc confiance! Les Québécois n'attendent que cela, la fermeté, la franchise, la hauteur de vue de leurs chefs pour les élire! On eût espéré que les libéraux soulignent davantage l'importance d'un gouvernement libéral voué à la saine administration des affaires du Québec, à la place majeure du Québec dans la société canadienne, aux problèmes cruciaux de l'économie et aux mesures qu'on entend prendre pour y remédier. Il est clair que sans aller aussi loin que M. Reagan, les gouvernements du Canada et du Québec sont, de façon urgente, acculés à cette tâche. On eût espéré de

M. Ryan un plan d'ensemble clair, où la famille des Québécois, divisés en frères ennemis, se seraient réconciliés et attelés à un but commun. Sinon, quel avenir nous préparons-nous? Quel avenir préparons-nous à nos enfants?

Par tactique électorale sans doute, une tactique qui pourrait s'avérer erronée, on s'est contenté d'entretenir des débats académiques sur la culture, la constitution, la langue, tout en faisant des gestes augustes de semeurs prodigieux d'engagements coûteux, qui rappellent l'époque où l'on achetait l'électeur avec des promesses de bouts de chemins et de ponts couverts.

Société à caractère latin, nous assistons plus à des conflits de personnes qu'à une lutte électorale sur des options fondamentales. Cela risque de nous faire oublier les véritables priorités du Québec. Nous connaissons M. Lévesque et les gens de talent qui l'entourent. Nous connaissons mieux certains membres remarquables du Parti libéral que M. Ryan lui-même. Il n'a jamais gouverné. Quelles sont ses véritables intentions? Fera-t-il l'erreur de flirter avec une notion romanesque, floue, d'une certaine social-démocratie comme l'ont fait Messieurs Bertrand et Bourassa? Espérons que non.

Il faudrait que nos politiciens cessent de perpétuer la fâcheuse tradition de nos élites qui ont tellement perdu de temps à entretenir les Québécois dans des chinoïseries académiques à saveur nationaliste, au point que les Canadiens anglais s'enrichissaient pendant que nous restions pauvres. Messieurs Lévesque et Ryan

auraient tout intérêt à se rappeler le vers de La Fontaine: «La cigale ayant chanté tout l'été se trouva fort dépourvue quand l'hiver fut venu». Les fourmis de la dure réalité sont toutes proches et nous attendent de pattes fermes. Qu'on se le dise! Qu'on s'y prépare!

L'évaluation des charismes des hommes en présence ne nous préoccupe pas. Donnant le bénéfice du doute à M. Ryan, nous sommes enclins à faire confiance à ses attitudes passées quant aux droits de l'individu et de l'importance d'un Québec fort dans un Canada fort.

Fidèle à ses attitudes éditoriales, en dépit de la sympathie éprouvée pour plusieurs dirigeants du PQ et reconnaissant la compétence trop peu soulignée de l'équipe libérale, LA PRESSE continue de désapprouver les objectifs fondamentaux du Parti québécois, parce que contraires aux intérêts profonds de notre société nord-américaine. Nous espérons l'élection du Parti libéral, avec le souhait que ses membres nous débarrasseront des ambiguïtés du parcours électorale et qu'ils feront triompher un libéralisme équilibré, nourri des notions de tolérance et de liberté, où notre économie retrouvera un certain équilibre. Si M. Ryan est élu, LA PRESSE montrera envers lui la même sévère vigilance que nous avons eue souvent à l'endroit de M. Lévesque, s'il s'avérait qu'il n'est pas à la hauteur de la situation et qu'il nous a laissés désenchantés.

Car les options fondamentales garantes de l'avenir du Québec survivront à ceux qui sont mandatés pour les défendre.

L'ÉDITEUR

Roger LEMELIN

Y aurait-il une vague favorable aux péquistes?

Si le pouls électoral que vient de prendre la maison CROP allait se révéler exact, l'élection de lundi pourrait se solder par un vrai balayage péquiste. En d'autres termes, ce sondage indiquerait qu'un vent favorable au PQ souffle présentement sur le Québec, un vent que n'avait point laissé soupçonner la plupart des reportages journalistiques.

En effet, on peut parler de vague et de balayage quand, selon CROP, un des trois partis en lice réussit à mobiliser en sa faveur 56 pour cent des intentions de vote contre seulement 40 pour son principal adversaire et 4 pour le troisième. Transposé en termes de sièges ou de comtés, cela pourrait même, à l'extrême, signifier un aussi grand écart que celui qui favorisa les libéraux de Robert Bourassa en 1973.

Le sondage de la même maison effectué au début de la campagne (voir LA PRESSE du 28 mars) comportait des indications qui allaient un peu dans le même sens, mais qui étaient loin d'être aussi précises. Le PQ distançait déjà les libéraux par neuf points de pourcentage mais, avec la proportion alors plutôt élevée des indécis, on pouvait se dire que tout était encore susceptible de se produire. Toujours en supposant que le dernier sondage, dont nous publions les résultats ailleurs dans le journal d'aujourd'hui, constitue un portrait fidèle de la réalité, ce qu'on pouvait entrevoir comme une tendance plus ou moins incertaine, il y a une quinzaine, apparaît maintenant comme une fulgurante évidence.

Il semble bien, quand on prend connaissance des réponses données à certaines questions précises des sondages, que le Parti québécois aurait réussi à convaincre une forte majorité d'électeurs que la question de la souveraineté-association était quelque chose du passé, quelque chose dont on n'avait plus à se méfier. Et comme le taux de satisfaction de la population à l'endroit de

l'administration Lévesque se révèle toujours très élevé, ce taux de satisfaction peut maintenant jouer à plein, ce qui n'était pas le cas auparavant, quand on craignait toujours son option, notamment lors des onze élections partielles que le PQ a toutes perdues. Les libéraux, en d'autres termes, auraient échoué dans leur tentative de faire de l'élection de lundi le corollaire logique du vote référendaire du 20 mai 1980.

La satisfaction envers le gouvernement, on le voit une fois de plus, dépend, à son tour, en très large partie du haut degré d'estime dans lequel on tient le premier ministre Lévesque lui-même. On le considère toujours, et de loin, comme le chef le plus compétent pour diriger les destinées du Québec.

En contrepartie, il apparaît non moins évident que la mauvaise image que continue de projeter M. Ryan nuit considérablement à son parti. M. Ryan n'a pas réussi à établir sa crédibilité, probablement en grande partie en raison de la façon dont on le perçoit à travers le petit écran de la télévision. Il y a peut-être un phénomène qui joue contre lui et qu'on a observé, dans un autre contexte, sur la scène municipale. On a remarqué que ceux qui critiquent l'idole qu'est M. Jean Drapeau se font souvent plus de tort à eux-mêmes qu'à monsieur le maire. M. Lévesque est devenu lui aussi une idole qu'on ne peut attaquer qu'à ses risques et périls. Les critiques de M. Ryan, souvent mordantes, parfois même méprisantes, indisposent également beaucoup de monde parce qu'elles tendent à détruire le grand rêve qu'incarne M. Lévesque.

Mais tout ceci reste du domaine de la spéculation. Le véritable sondage n'aura lieu qu'après-demain alors que toute la population sera appelée à s'exprimer. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'on saura si CROP s'est fourvoyé ou non.

VINCENT PRINCE



Droits réservés

Le projet d'expansion d'Air Canada

Air Canada désire étendre son réseau. Et à ce sujet, des décisions seront prises bientôt. Mais la compagnie aérienne n'est pas habilitée à négocier ce qui la concerne: il n'y a que le ministère des Affaires extérieures d'Ottawa qui ait l'autorité sur le dossier. La procédure est d'autant plus normale que le Canada possède plusieurs compagnies internationales d'aviation commerciale. Mais cela ne signifie pas qu'Air Canada est assurée de profiter vraiment des échanges qui la concernent.

Il va de soi qu'une compagnie ne peut établir des communications avec une ville d'un autre pays sans offrir une valeur d'échange. Alors, les gouvernements négocient. Mais les gouvernements ne trouvent pas la totalité de leur intérêt dans le bien d'une compagnie d'aviation. Ce qui fait que les échanges ne favorisent pas toujours la compagnie qui doit parfois offrir beaucoup pour recevoir bien peu. Et le gouvernement trouve son avantage ailleurs.

On ne peut faire ici l'analyse

de la négociation qui s'effectue présentement entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne: les règles sont trop complexes et les considérations trop nombreuses. Mais il est important de savoir que les avantages qu'y trouvera la compagnie aérienne devraient servir à tous les Canadiens. Et si le ministère des Affaires extérieures poursuit efficacement cette négociation, tout le Canada en profitera. Mais si le contraire se produit, nous paierons tous la note.

Il devient de plus en plus intéressant, pour les lignes aériennes européennes, de pouvoir atterrir dans les villes de l'ouest canadien. Mais chaque fois qu'Ottawa leur accorde cette permission, il diminue le rôle de Mirabel, il favorise Toronto, Calgary ou Vancouver et il avantage considérablement les autres pays.

Il faut donc que le gouvernement canadien sache trouver ce qui sera pour nous un avantage marquant.

Si la compagnie aérienne alle-

mande offre à Air Canada le simple droit d'atterrir à une autre ville que Francfort, aéroport où Air Canada se rend présentement, le Canada ne retire aucun avantage. Ce n'est donc pas en ouvrant d'autres villes allemandes que la République peut avantager le Canada.

Air Canada demande ceci: l'utilisation de ce qui s'appelle une «cinquième liberté» qui lui permettrait de prendre à Francfort des passagers qu'elle conduirait vers une autre ville du Moyen-Orient. Ainsi, Air Canada ferait son chemin vers l'Asie en passant par l'Europe. Cette nouvelle percée permettrait de faire entrer au Canada des devises étrangères et de prendre une importance accrue dans le transport tant des passagers que du fret aérien.

Certains diront que la République fédérale ne voudra jamais échanger l'atterrissage dans l'Ouest pour une «cinquième liberté» d'une telle envergure. Il faut alors répondre que tout se négocie. Et sans avantage certain, on n'est plus obligé de négocier.

Le Canada possède déjà trop de lignes aériennes. Et les compagnies régionales, qui ne devaient desservir que des coins déterminés du pays, volent maintenant vers des pays étrangers, faisant ainsi compétition aux compagnies vraiment internationales. Chacune a son lobby à Ottawa, et Ottawa doit tenter de faire plaisir à chacune. Ce qui est impossible et souvent injuste: le bien des uns crée le mal des autres.

Chaque fois qu'Ottawa permet à une ligne étrangère de transporter des Canadiens au Canada, il ajoute encore à la surpopulation du transport aérien.

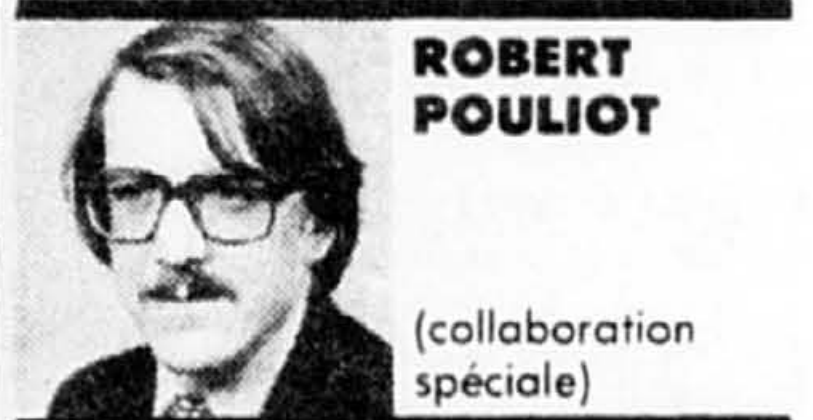
Il semble que notre ministère des Affaires extérieures soit plus habile à offrir des cadeaux aux étrangers qu'à répondre aux véritables besoins des Canadiens. La situation actuelle est l'occasion de montrer que nous pouvons, nous aussi, profiter d'échanges qui semblaient, jusqu'à maintenant, n'avantager que le reste du monde.

JEAN GUY DUBUC

ENTREVUE EXCLUSIVE À LA PRESSE AVEC CHADLI KLIBI,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE DES 21 ÉTATS ARABES

Au M. Orient, le risque de guerre s'intensifie

■ L'Amérique est sur une voie de collision avec le monde arabe et, à moins d'une correction de tir prochaine, «de très grands risques de conflagration menacent le Moyen-Orient», prévient Chadli Klibi, le secrétaire général de la Ligue des 21 États arabes, la plus vieille organisation régionale au monde.



ROBERT
POULIOT

(collaboration
spéciale)

L'état de psychose déclenché en effet sur la sécurité du golfe, le cordon ombilical du monde industriel, affirme-t-il, n'est «qu'une voie de dérapage» servant à faire oublier la cause principale de l'agitation incessante au Proche-Orient: le problème palestinien.

Au cours d'une entrevue d'une heure aux «quartiers généraux temporaires» de la Ligue à Tunis, le secrétaire Klibi a critiqué sévèrement les «déclarations regrettables» faites récemment en Occident sur les enjeux du monde arabe. Sa plus violente s'adresse au conseiller du président Reagan en matière de sécurité nationale, M. Richard V. Allen, qui déclarait au cours d'une entrevue télévisée que l'OLP est une organisation terroriste liée aux Soviétiques et que les raids israéliens déclenchés contre des cibles palestiniennes au Sud-Liban étaient légitimes. Caspard Weinberger, le secrétaire américain à la Défense, a également été critiqué pour sa requête de bases militaires en Arabie Saoudite sans lesquelles, disait-il, la protection du golfe ne saurait être assurée. Même l'Europe, notamment le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, M. Gaston Thorn, l'ex-président du Conseil européen, n'a pas été épargnée pour avoir suggéré que le problème numéro un du Proche-Orient n'était plus le conflit israélo-arabe mais bien la sécurité du golfe.

Les attaques de M. Klibi sont lâchées au moment où des rapports de plus en plus nombreux confirment un net rapprochement entre l'Égypte et le reste du monde arabe. «L'Égypte n'a qu'à rejeter le deuxième volet des accords de Camp David portant sur le projet d'autonomie palestinienne pour réintégrer les rangs arabes, nous a confié un homme politique arabe très important. Quant au traité de paix avec Israël, cela s'inscrit dans le cadre de la souveraineté

égyptienne et nous n'y pouvons pas grand-chose.»

Cette surprenante admission, qui refléterait la perception d'un nombre de leaders arabes, affirme une autre source, et qui marque un virage dramatique depuis le turbulent sommet de Bagdad il y a trois ans, est la dernière pièce d'un tout nouveau casse-tête diplomatique au Proche-Orient. Les autres pièces sont les fournitures militaires de l'Égypte pour aider l'Iraq dans sa guerre contre l'Iran, la coordination indirecte égypto-soudanaise via les Américains pour la défense de la mer Rouge, et les rencontres secrètes avec le roi Hassan II du Maroc et le prince Mohammed de Jordanie attribuées à Shimon Peres.

Pour sa part, le secrétaire Klibi ne croit pas que Peres puisse offrir une solution différente. «C'est vrai que sur le plan international Peres paraît moins ferme que Begin mais sur l'enjeu fondamental, le retour des territoires occupés aux Palestiniens, je pense que sa réponse ne varie pas. Le programme de son parti ne laisse pas croire qu'il aura des réponses différentes de celles de Begin.»

Entre-temps, alors que des défis politiques plus importants s'annoncent au cours des prochains mois pour le monde arabe, la Ligue se prépare à d'importantes réformes. «Entre US \$22 et \$30 millions en crédits viennent d'être alloués pour la construction d'un immeuble qui devrait être complété d'ici trois ans» et ce, même si la réadmission de l'Égypte au sein de l'or-

ganisation risque d'entraîner le retour du secrétariat à son berceau cairote. Plus important encore toutefois est l'amendement de la charte de l'organisation vieille de 36 ans. «Par exemple, nous nous heurtons, comme l'Europe du reste, au problème de la majorité ou de l'unanimité pour les décisions politiques. Jusqu'à maintenant, on a vécu sur le principe de l'unanimité, à défaut de quoi la décision n'est appliquée que par ceux qui l'approuvent. Nous sommes en train de chercher un moyen — et ce n'est pas facile — permettant à la Ligue d'arriver tout de même à des décisions plus contraignantes.» Ceci constituera le plat de résistance du prochain sommet arabe de Rabat en novembre et qui sera précédé d'une réunion des ministres des Affaires étrangères en septembre.

Q — La confrontation entre Moscou et Washington autour du golfe s'avive dangereusement. Où cela nous mènera-t-il et que pensez-vous de la requête américaine pour établir des bases militaires dans la région?

R — Il ne faut pas que cela nous mène quelque part, en tout cas pas vers l'inconnu. Le golfe arabe est constitué d'un certain nombre d'États qui sont parfaitement capables de prendre leur destinée en main. Je n'ai pas l'impression qu'ils ont besoin qu'on les guide ou qu'on les conseille d'un côté ou de l'autre et ils l'ont dit très souvent. Et s'ils ont besoin d'aide, je pense que c'est à la famille arabe qu'ils doivent la demander en premier lieu. La confrontation nous in-

quiète et la Ligue arabe est contre la politique des bases. Il y a eu des déclarations regrettables faites à ce sujet. Nous espérons que les Européens et les Américains changeront leur point de vue. La question du golfe demeure marginal et toute tentative de dérapage pourrait être malheureuse.

Q — Oui, mais des pays comme Oman, la Somalie et l'Égypte ont accepté l'établissement de bases étrangères sur leur territoire, et le flot d'équipement militaire et de conseillers vers le golfe s'accroît.

R — Ce sont encore des déclarations de presse, nous n'avons rien qui le prouve, et interrogé, le gouvernement d'Oman affirme n'avoir accordé que des facilités, comme en accordent beaucoup d'autres pays, mais il dément avoir des bases. Les pays du golfe n'ont pas besoin d'aide. Ils achètent leur matériel. Ils ont besoin de conseillers, c'est vrai. Alors ils demandent des conseillers auprès de pays amis. Cela ne s'appelle pas des bases. Tout d'abord, les conseillers ne sont pas des militaires, ce sont des conseillers civils et en très petit nombre. Ils ne sont pas légion comme vous semblez le dire. Et puis, les pays du golfe auront à remplacer les conseillers étrangers par des conseillers arabes, sauf pour la technologie vraiment très poussée, très sophistiquée, où tout le monde a encore besoin d'aide étrangère. Mais tout cela ne lie pas la destinée de la région à un État, surtout à une super-puissance. Ce qu'il faut éviter, c'est que la confrontation Est-Ouest ne s'introduise dans cette région.

Q — N'avez-vous pas l'impression que tout à coup la révolution islamique en Iran, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la guerre du Shatt Al-Arab contribuent à reléguer dans l'ombre ce que votre organisme a toujours considéré comme l'enjeu principal au Proche-Orient?

R — Oui, c'est vrai. Nous pensons qu'il faut que le problème palestinien occupe toujours la première place. Le problème qui se pose au président Reagan semble être double. Le problème économique de l'intérieur, le problème de la confrontation avec l'Union soviétique à l'extérieur. Pour ces deux problèmes, je pense qu'il devra apporter un intérêt particulier à résoudre le problème du Moyen-Orient et singulièrement la question palestinienne qui, de loin, menace le plus la sécurité et la paix dans la région. Les récentes déclarations de Richard Allen, le conseiller du président Reagan en matière de sécurité nationale, ne



Chadli Klibi: «A moins d'une correction de tir prochaine, l'Amérique est sur une voie de collision avec le monde arabe».

peuvent être accueillies qu'avec inquiétude et contredisent d'autres déclarations faites par des personnalités américaines de premier plan. Ainsi, n'est-ce pas David Rockefeller qui disait qu'on doit compter désormais avec l'OLP ou Robert Newman, l'ex-chef de l'équipe de transition présidentielle, qui prétend nécessaire de négocier avec ceux qui prennent les armes? Même le secrétaire d'État Alexander Haig reconnaissait qu'il y a des hommes au sein de l'OLP avec qui l'on peut discuter. Allen semble avoir oublié que la plupart des mouvements de lutte ont à certaines époques été jugés terroristes. Voilà pourquoi, si l'administration américaine tient à consolider la paix dans cette région et donc dans le monde, elle devra apporter un intérêt accru à la solution pacifique et équitable du problème palestinien. Sans quoi, il y a de très grands risques de conflagration.

Q — Vous semblez investir beaucoup d'espoir dans l'initiative européenne et dans la personne de lord Carrington dès que la Grande-Bretagne assumera la présidence du Conseil européen en juillet. Mais cette initiative européenne n'est-elle pas un mirage, parce qu'en fait, le projet européen d'un référendum dit qu'il faudra donner une grande importance au vote des Palestiniens des territoires occupés par rapport au reste de la diaspora. N'est-ce pas le même scénario qu'en Amérique ou en Israël?

R — L'espoir évidemment est une bonne chose mais en politique, il faut d'abord être réaliste.

Non, ce n'est pas cela du tout. Nous sommes en train d'étudier avec nos amis européens les problèmes d'intérêt commun et l'un des problèmes majeurs qui nous rapprochent est celui de la sécurité. Nous sommes deux régions géographiquement solitaires, économiquement aussi, et toute perturbation de la paix dans une région se répercute immédiatement sur l'autre. La question posée avec nos amis européens est la suivante: il faut que nous arrivions à faire accepter par la communauté internationale l'existence du peuple palestinien comme entité nationale, et non simplement comme un groupe de réfugiés. De là, on tire la conclusion qu'un peuple a besoin d'une patrie et d'un État indépendant. Prenez le cas de la Hollande, le pays d'Europe qui était le plus pro-israélien et celui qui, vraiment, comprenant le moins bien la cause arabe. Je ne dis pas que la Hollande a cessé d'être l'amie d'Israël, cela n'est pas vrai. Mais les Hollandais posent maintenant de plus en plus correctement le problème palestinien, en termes de peuple, d'entité nationale, donc de patrie et d'État indépendant.

Q — Mais pour les Palestiniens, une chose demeure très importante et c'est la reconnaissance de l'OLP comme leur seul représentant légitime.

R — Ce sont là des modalités. Si nous sommes d'accord sur l'objectif, et l'objectif est que le peuple palestinien soit établi dans sa patrie et doté d'un État indépendant, comment y arriver? Ce sont là des modalités et voies sur lesquelles on peut discuter.

Klibi voudrait bien rencontrer Trudeau

■ Le secrétaire général de la Ligue des 21 pays arabes, M. Chedli Klibi désire ardemment rencontrer le premier ministre Trudeau pour s'entretenir avec lui de problèmes qui intéressent le Canada et le monde arabe. «Ce que j'aurais à lui dire, c'est que le Canada est considéré par les pays arabes comme un grand pays, un pays qui a des principes, qui a des valeurs et qui a une vocation universelle. La coopération entre le Canada et un certain nombre de pays arabes est excellente. Nous souhaitons que le Canada puisse également apporter aux arabes son aide dans la solution du problème palestinien». A titre d'examinateur de l'information de la Tunisie, M. Klibi avait reçu une invitation officielle d'Ottawa en

1979 peu après sa nomination au secrétariat général de la Ligue. Mais la défaite du gouvernement libéral en Chambre et l'élection de Joe Clark à la tête du pays ont finalement contribué à reporter la visite aux «calendes grecques».

Toutefois, dans le cadre de la reprise du dialogue euro-arabe prévue pour septembre au plus tard, et d'un réajustement diplomatique au Proche-Orient, une telle visite s'inscrirait dans un tout nouveau contexte, plus clair en termes d'options et moins turbulent que l'atmosphère qui prévalait l'automne dernier au Proche-Orient lorsque M. Klibi espérait justement recevoir une invitation d'Ottawa, précise-t-on à Tunis.

L'économie polonaise a besoin d'une réforme en profondeur

■ Les travailleurs revendiquent des salaires plus élevés et des conditions de travail améliorées. Les consommateurs ont assez de faire la queue devant les magasins de l'État pour s'acheter des biens essentiels tels des aliments ou des vêtements. La Pologne bouillonne. Ce pays dont le système économique et politique devait libérer le «proletariat» et affranchir les travailleurs est maintenant contesté non pas par les élites et les bourgeois mais par des travailleurs qui se disent de plus en plus désabusés.

En fait, la crise politique polonaise est inextricablement liée à une crise économique profonde comme cela fut le cas des crises de 1956, de 1970 et de 1976. Cette fois-ci par contre les contraintes économiques paraissent encore plus nombreuses et risquent de se répercuter durement sur le système économique international. A l'heure actuelle, la dette nette de la Pologne se chiffre par près de \$24 milliards dont les deux tiers aux trois quarts sont détenus par des banques commerciales. La République fédérale allemande, la Grande-Bretagne et la France sont les créanciers les plus importants suivis de près par les États-Unis et l'Italie. En plus du niveau élevé de l'endettement polonais, les

échéances sur cette dette sont très courtes. Récemment, un cadre supérieur du ministère des Affaires étrangères de la Pologne déclarait que d'ici les trois prochaines années, la Pologne devra avoir remboursé deux tiers de ses dettes présentes. Bien sûr, on optera pour du refinancement mais les marchés sont de plus en plus hésitants vis-à-vis de la Pologne.

L'avenir est bien sombre

Ces perspectives économiques du pays sont piètres. L'économie polonaise se détériore. La production est tombée en 1980 pour la deuxième année consécutive. Le secteur agricole encourt une quatrième année de récoltes désastreuses. Il s'ensuit des importations croissantes d'aliments et des pressions additionnelles à la balance des paiements. Les exportations de charbon baissent. On s'attend à ce que le déficit dans les échanges internationaux conjugués à la croissance de la dette accroissent les besoins financiers du pays par \$8,5 à 11 milliards en 1981. Les engagements pris récemment envers les travailleurs représentent environ \$3,5 milliards par an pour les salaires et les pensions, un lourd fardeau

pour une économie déjà très faible. D'ailleurs, la Pologne est aux prises avec un dilemme politique des plus complexes: pour satisfaire aux exigences immédiates des travailleurs et de la population, il est essentiel d'accroître la production de biens et de services mais pour stimuler la production, il est nécessaire, dans le système actuel, que les Polonais acceptent de se serrer la ceinture et appuient des réformes profondes.

Les troubles actuels prennent leurs racines dans les deux crises précédentes de 1970 et 1976. Vers le milieu des années soixante, la croissance économique ralentissait en Pologne comme ailleurs dans le monde. La croissance de la productivité qui avait toujours été faible déclinait. Les restrictions de capitaux et de main-d'œuvre devenaient de plus en plus nombreuses. Dans ce contexte, le gouvernement Gomulka a donc décidé de réduire la consommation et par conséquent de fortes hausses de prix ont frappé presque tous les biens et services. Cette réforme des prix a provoqué la révolte des travailleurs industriels de 1970-71 pour ensuite amener la chute de Gomulka.

L'entrée en scène de son successeur, Gierek, s'est accompagnée d'un programme de réfor-

mes économiques qui devaient moderniser l'appareil de production polonais. Il fut décidé de stimuler la croissance par le biais d'importations de technologie considérables. On finançait toujours ces importations par des emprunts.

Les premiers effets de cette nouvelle orientation s'avéraient éclatants. La production augmentant à un rythme beaucoup plus rapide, les travailleurs obtenaient des hausses salariales annuelles moyennes de 7% de 1971 à 1975 comparativement à 21% au cours de la décennie précédente. L'importation de produits de consommation était également vigoureuse.

L'appareil productif est resté déficient

Malgré cette apparence de dynamisme, de nombreux facteurs continuaient toutefois d'alourdir l'appareil productif polonais. La qualité de plusieurs produits était pauvre et ne parvenait pas à satisfaire les consommateurs, tant sur le marché intérieur qu'extérieur. Des difficultés dans le secteur agricole occasionnaient des pénuries, tout particulièrement un manque de viande, produit dont la valeur symbolique est énorme. Les investissements mais

aussi les coûts de production augmentaient beaucoup plus rapidement que ne le prévoyaient les planificateurs. Déséquilibres et goulets se multipliaient. Il devenait de plus en plus évident que le plan Gierek était mal géré et inefficace. En 1976, la situation était déjà devenue explosive.

En 1980, la tentative du gouvernement de hausser les prix et d'affirmer son autorité s'est butée contre une résistance sans précédent de la part des travailleurs. Les pressions exercées par le groupe Solidarité et par les créanciers de la Pologne, tant soviétiques qu'occidentaux, confirment le besoin d'une réforme en profondeur de l'économie polonaise. A tout le mieux, ces changements se feront lentement et très superficiellement d'ici à cinq à dix ans. D'ici là, il faut trouver les moyens de sortir le pays de sa crise financière immédiate sans perturber le réseau des banques privées et du système monétaire international.

Un rapport préparé par Richard Portes pour le Royal Institute of International Affairs résume bien les options qui s'offrent à la Pologne. Portes indique qu'il est impératif de re-



Marie-Josée
Drouin
collaboration spéciale

structurer simultanément la dette polonaise détenue par les banques et par les organismes officiels. Un refinancement de la part des institutions officielles seulement serait nettement insuffisant. De plus, la part de la dette détenue par les Soviétiques doit rester élevée. Il est inacceptable, dans le contexte politique actuel, que les engagements financiers des Soviétiques diminuent alors que ceux du monde occidental s'accroissent. Il insiste aussi pour dire que les tensions politiques sont si fortes et complexes entre l'Occident, la Pologne et l'URSS que toute tentative pour obtenir des concessions politiques trop poussées d'une part ou d'autre risque de faire exploser la situation financière. Par contre, il est clair que la Pologne devra soumettre un plan de développement à moyen terme réaliste, acceptable à l'URSS et aux créanciers occidentaux. De nombreuses rencontres à cet effet sont prévues pendant les prochaines semaines. Pour le moment, la situation reste fragile et menaçante et les progrès sont trop lents.



Huquette Lachapelle



Henri-François Gautrin

Dorion: Gautrin crie victoire

«Bonsoir. Je suis le mari d'Huquette Lachapelle. Je fais du porte-à-porte. Je parle aux gens.

«Vous êtes le mari de Mme Lachapelle. Mais entrez donc.» Mardi soir dernier, vers 19 heures, rue Notre-Dame-du-Rosaire, près de Saint-Hubert. Comme il le fait chaque jour depuis trois semaines, Guy Lachapelle collabore activement à la campagne électorale de son épouse, candidate du Parti québécois dans Dorion. C'est une tâche à laquelle il se livre sans complexes.

CLAUDE GRAVEL

«Habituellement, ce sont les femmes qui aident leur mari en politique; cette fois-ci, c'est l'inverse», déclare Mme Lachapelle, mère de deux enfants, ex-attachée politique du ministre Lise Payette, qui axe toute sa publicité sur le fait qu'elle est une femme de Dorion. Elle y vit, en effet, depuis 20 ans.

A l'assemblée d'investiture de son parti, elle a été préférée à l'ancien conseiller municipal André Berthelet, après des passes d'armes qui amènent aujourd'hui ses adversaires à répandre la rumeur que les péquistes du comté sont divisés.

«André Berthelet s'est rallié à moi comme je me serais ralliée à lui s'il avait été élu», affirme-t-elle catégoriquement. Ces propos sont confirmés par M. Berthelet. «Je me suis rallié de très bonne grâce à Mme Lachapelle et je travaille aujourd'hui pour elle. Il n'existe aucune dissension au sein du PQ de Dorion. Nous sommes tous ensemble.»

Dans un comté à 80 p. cent francophone, où le candidat libéral Henri-François Gautrin jouit d'une longueur d'avance, puisqu'il avait été choisi en novembre 1980, Mme Lachapelle prend les bouchées doubles. Elle multiplie le porte-à-porte et ne rate aucune occasion de rencontrer des groupes d'électeurs.

Comme responsable du comté de Dorion auprès de Mme Payette pendant quatre ans, Mme Lachapelle fait valoir qu'elle a été associée de près aux réalisations de son parti: ouverture de deux HLM, de trois centres d'accueil, aide à 650 personnes âgées dans le cadre du programme Logirente, octroi d'une subvention de \$2,785,000 au Patro Le Prévost, etc.

«Lorsque je les rencontre, beaucoup de gens se rappellent que je les ai aidés», déclare la candidate péquiste, qui compte, en particulier, sur le vote des personnes âgées (30 p. cent des électeurs), auprès desquelles elle jouit d'une certaine popularité. C'est une clientèle que son adversaire libéral courtise depuis six mois.

Au comté libéral de M. Gautrin, on crie désormais victoire en comptant, précisément, sur l'appui des personnes âgées et des électeurs d'origine italienne. Le candidat n'a pas quitté son comté depuis six mois et, ultime coup de pouce, le chef Claude Ryan a parlé dimanche dernier à une assemblée locale des plus réussies.

Bertrand: Lazure a été obligé de livrer bataille

Denis Lazure n'a pas chomé pendant la campagne électorale. Pourtant il est ministre, et député de l'un des rares comtés qui a donné une majorité au «oui» (52 p. cent) pendant la campagne référendaire. Mais M. Lazure est le seul des membres du cabinet sur la Rive sud de Montréal qui a subi une véritable offensive des libéraux au cours des quatre dernières semaines.

GILBERT LAVOIE

Pendant que Larry Wilson faisait une campagne de gentilhomme contre le premier ministre René Lévesque dans Taillon et que Mme Lise Vachon-Marcotte faisait modestement ses premières armes en politique contre un Pierre Marois confiant dans Marie-Victorin, Denis Lazure,

lui, devenait le bouc-émissaire des libéraux sur la Rive sud.

Au départ, le PLQ ne croyait pas à une vraie campagne dans Bertrand, où les libéraux n'ont eu que 31 p. cent du vote en 1976, et où le redécoupage de la carte électorale les a privés du vote anglophone de Saint-Bruno et de Chambly.

Mais l'organisation libérale du coin, appuyée par les hommes forts de l'ancien maire Yvon Julien de Boucherville, avait décidé elle, de livrer bataille. Dès le départ, elle s'est opposée au choix du candidat de Claude Ryan, Georges Dupras, pour imposer un ancien conseiller de Sainte-Julie, André Bissillon. Ce dernier a mené une campagne acharnée, accusant M. Lazure de tous les torts possibles, à tel point que les pointages libéraux

mettent les deux partis sur un pied d'égalité en fin de campagne.

Les rapports les plus contradictoires ont circulé à ce sujet, du côté péquiste, mais plusieurs adjoints immédiats du ministre Lazure ont admis, en milieu de campagne, que la lutte était serrée. Encore hier, l'attaché de presse du candidat péquiste se voyait forcé de démentir ces informations, en affirmant que M. Lazure jouit d'une avance confortable. Mais le doute subsiste, et on admet au sein du PQ que le ministre des Affaires sociales a constitué une cible plus vulnérable pour les libéraux.

«Il faut admettre que ce ministre fait de son titulaire la cible de plusieurs groupes sociaux et ne lui donne pas une cote de popularité bien élevée», a confié

cette semaine un autre attaché de presse, Mme Rachelle Tremblay.

Conscient de cette faiblesse, M. Lazure a sillonné le comté et servi une foule de promesses à l'électorat, pour se soulager un peu du fardeau des coupures imposées par le dernier budget aux affaires sociales. Il a promis une bibliothèque et un édifice pour le CLSC à Varennes, une arène à Boucherville, un centre d'accueil à Saint-Amable, etc... Les libéraux de leur côté ont réussi à convaincre le parti qu'ils avaient des chances dans Bertrand, et à y obtenir la visite de M. Claude Ryan cette semaine et de M. Robert Bourassa demain. À défaut d'une victoire, ils comptent bien ébranler la forteresse du docteur Lazure. Suite et fin lundi.



Pierre-Marc Johnson

Anjou: Johnson se fait chauffer

Partis de loin, de très loin, les libéraux du comté d'Anjou pourraient chauffer sérieusement le candidat-ministre Pierre-Marc Johnson, lundi. Ce comté désigné comme l'un des plus sûrs du Parti québécois, il y a quelques mois, n'offrirait plus les garanties souhaitées. Absent du comté au début de la campagne, Pierre-Marc Johnson est revenu sur les lieux et a entrepris un porte-à-porte systématique...

FLORIAN BERNARD

C'est un jeune conseiller en gestion, négociateur au gouvernement fédéral, Pierre Brien, qui porte les couleurs libérales et qui est en train de renverser la vapeur dans Anjou. En 1976 Pierre-Marc Johnson avait obtenu une majorité confortable de 8,300 voix. Toutefois, le 20 mai dernier, lors du référendum, cette majorité avait fondu comme du beurre dans la poêle et l'option du «non» l'avait emporté par une majorité de 2,641 voix.

Les libéraux confiants

Le récent redécoupage de la carte électorale favorise le Parti libéral dans Anjou. La partie la plus péquiste du comté, soit le secteur situé au sud de Sherbrooke, a été annexée au comté de Bourget, ce qui favorisera Camille Laurin. Par ailleurs, l'annexion de la paroisse Saint-Victor au comté d'Anjou, avec son important bloc ethnique, favorisera largement le candidat libéral.

En 1976, les tiers partis (Union nationale, Crédit social et le Parti national populaire de Jérôme Choquette) avaient recueilli 4,500 voix. Une bonne partie de ces voix pourrait passer dans le camp des libéraux, de sorte que la majorité de Pierre-Marc Johnson en 1976 risque de subir un assaut sérieux. Les libéraux comptent également sur les 15% de non-francophones qui habitent le comté d'Anjou. Conscient de ce revirement qui est en train de s'opérer et à la lumière des opérations de pointage, Pierre-Marc Johnson a décidé de terminer la campagne dans son comté.

Pas d'enjeux locaux

D'un côté comme de l'autre, la campagne ne touche presque pas aux enjeux locaux. Elle est principalement axée sur quelques grands thèmes nationaux, notamment les questions économiques (Anjou possède le troisième parc industriel au Québec), la condition des travailleurs et le chômage. Le seul enjeu véritable local concerne la restauration d'habitations dans le Vieux-Anjou. Les deux candidats ont promis une aide gouvernementale aux locataires et aux propriétaires, notamment ceux du Domaine Neuville.

Jeanne-Mance: les péquistes mettent les bouchées doubles

L'organisation péquiste du comté de Jeanne-Mance met les bouchées doubles afin de ne pas se faire «arracher» cette circonscription par l'organisation libérale de Michel Bissonnet, maire de Saint-Léonard. Le candidat péquiste, Henri Laberge, député sortant, n'est pas du tout assuré de reprendre son siège à l'Assemblée nationale.

FLORIAN BERNARD

En 1976, le Parti québécois avait remporté la victoire par 4000 voix de majorité. Toutefois, le 20 mai dernier, lors du référendum, l'option du «oui» avait subi une amère défaite, ne remportant que 33% des suffrages. Ce comté qui est composé à près de 10% d'Italophones et de d'autres groupes ethniques englobe non seulement Saint-Léonard, mais une partie importante de Saint-Michel. Si le candidat péquiste Henri Laberge a l'avanta-

ge d'être connu comme député sortant, le candidat libéral Michel Bissonnet jouit d'une grande popularité comme maire de Saint-Léonard.

Flirt chez les Italophones

Conscients que le vote italo-phonique fera nettement pencher la balance en faveur de l'un des deux camps en présence, lundi, les deux candidats ont entrepris une opération de charme auprès des fils d'Italie. Le libéral Bissonnet parle couramment l'italien, ce qui lui procure un net avantage sur son adversaire. Ne voulant pas être en reste, le péquiste Henri Laberge, à défaut de maîtriser la langue de Dante, a mémorisé des discours de cinq minutes en italien! En outre, demain, il a organisé un défilé dans les rues du comté où les drapeaux du Québec et de l'Ita-

lie flotteront côte-à-côte.

Depuis longtemps, les Italophones de Jeanne-Mance souhaitent élire un maire italo-phonique dans la «Petite Italie», c'est-à-dire Saint-Léonard. Ils ont même créé un comité permanent dans ce but. Si Michel Bissonnet entrait à l'Assemblée nationale, c'est l'un des membres de son équipe, Jacques DiBlasio, qui briguerait les suffrages à la mairie de Saint-Léonard.

Les Italophones auraient donc «leur maire» à Saint-Léonard, ce qui fait dire aux organisateurs libéraux qu'un vote libéral dans Jeanne-Mance équivaut à un vote pour un maire italo-phonique dans la Petite Italie!

Une lutte à deux

Les électeurs italo-phoniques de Jeanne-Mance ont toutefois un problème de conscience. C'est en effet l'une des leurs, Mme Vin-

cenza Gauthier qui est candidate de l'Union nationale et qui a promis, tout au cours de sa campagne, de prendre le parti des groupes ethniques si elle est élue. Elle a également promis de favoriser l'intégration des Italophones et des autres minorités dans la fonction publique, non seulement à Québec, mais également au sein de la police de la CUM et de d'autres organismes publics et para-publics.

Cependant, la campagne de l'Union nationale a été jusqu'à ce jour extrêmement discrète dans Jeanne-Mance.

Faute de moyens financiers adéquats et d'organisation sérieuse, Mme Vincenza Gauthier a limité sa campagne à des tournées, le soir, et à des communiqués dans les journaux locaux. La lutte se fera presque exclusivement entre libéraux et péquistes.

L'Acadie: Martel compte sur un coup de vent péquiste

Même si le député de l'Acadie, Mme Thérèse Lavoie-Roux, est l'une des grandes vedettes du Parti libéral, son adversaire péquiste, Jean-Paul Martel, commence à se demander si ce comté ne pourrait pas basculer du côté du Parti québécois, en autant évidemment qu'un coup de vent péquiste souffle sur la province lundi.

MICHEL GIRARD

Sa rivale, Mme Lavoie-Roux, qui avait remporté le comté avec 4,500 voix de majorité en 1976, a dû tout au long de la présente campagne électorale déléguer assez souvent son comté pour aller jouer son rôle de candidat vedette un peu partout à travers la province.

Le candidat péquiste est le seul du Parti québécois de l'Île de Montréal à vanter les mérites du fameux projet Archipel qui entraînerait des investissements de l'ordre de \$2,5 milliards et la création de quelque 20,000 emplois par année pendant cinq ans, si le gouvernement s'engage à le réaliser. M. Martel, est un spécialiste en environnement



Thérèse Lavoie-Roux

et énergie à Hydro-Québec. Il possède un doctorat en la matière. Il est lui-même l'instigateur du projet Archipel.

Son autre grand sujet favori touche la fermeture des écoles élémentaires Louis-Pasteur et François-de-Laval. Convaincu du bien-fondé des revendications des 2,000 parents qui ont signé une pétition contre la fer-



Jean-Paul Martel

meture de ces écoles par la direction de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), M. Martel leur a promis qu'un gouvernement du Parti québécois leverait un moratoire empêchant la CECM de procéder dès le mois de septembre prochain à la fermeture des écoles de paroisse.

Il s'est également engagé à

promouvoir la nomination d'un protecteur pour les personnes âgées, à créer des programmes d'emplois d'été pour les étudiants de son comté et à «concevoir» avec les chômeurs de 40 ans et plus de son comté des programmes d'emplois communautaires à l'intérieur du programme OSE.

Le député de l'Acadie, Mme Lavoie-Roux, a promis quant à elle de doter son comté «d'un complexe intégré à vocations multiples pour les personnes âgées», si les libéraux remportent la victoire lundi.

Elle s'est engagée également à créer des programmes d'emploi pour venir en aide aux jeunes chômeurs de 16 à 25 ans, veiller à la réalisation du projet d'assainissement des eaux de la rivière des Prairies, à s'assurer que l'information gouvernementale soit plus accessible à tous les citoyens de son comté et mieux adaptée aux besoins des différentes communautés ethniques, etc.

À cause de son identification au Parti libéral, Mme Lavoie-Roux est d'avis que le gouvernement Lévesque a systématiquement négligé son comté.

Sauvé: Morin et Mongeau nez à nez

Les péquistes et les libéraux seraient nez à nez dans Sauvé. À quelques jours du scrutin, chacune des organisations reconnaît que la lutte reste serrée et qu'il faudra poursuivre le porte-à-porte jusqu'à la dernière minute.

FLORIAN BERNARD

Même si chacun des candidats soutient posséder une avance «rassurante», aucun n'ose parler d'une victoire écrasante. Du côté libéral, l'organisation de Jacques Mongeau profite au départ de la majorité du bloc ethnique (11% des électeurs). Cependant, les péquistes comptent rapatrier le vote unioniste de 1976. Lors de

la dernière élection, Jacques-Yvan Morin avait obtenu une importante majorité de 12,000 voix. Mais lors du référendum du 20 mai, la majorité du «oui» avait été abaissée à 4,000 voix. Depuis ce temps, le comté a été redivisé et le nombre des électeurs a diminué à 39,000 seulement.

Les comités de Mongeau et de Morin sont situés dans le même immeuble, boulevard Henri-Bourassa, et un étage seulement sépare les deux organisations. De part et d'autre, on se surveille étroitement et on évalue, quotidiennement, le nombre de visiteurs qui passe dans chacun des comités...

Désignés par les électeurs

comme les «deux M», les candidats Mongeau et Morin se ressemblent comme deux petits frères. Ils ont chacun fait carrière dans le monde de l'éducation. Ils véhiculent chacun les mêmes valeurs; une consolidation de la famille, un retour aux valeurs traditionnelles, etc. Et tous les deux se reconnaissent nationalistes, sauf que pour Jacques Mongeau il s'agit d'un nationalisme à la chanoine Groulx, c'est-à-dire l'affirmation des Canadiens-français d'une mer à l'autre.

Le programme véhiculé par chacun des candidats comporte de nombreuses ressemblances, tant au niveau local que provincial. Jacques Mongeau, par

exemple, aurait probablement signé sans mal certains chapitres du livre vert sur l'Éducation, surtout ceux qui traitent du maintien des valeurs traditionnelles.

Le point d'accrochage

Où les deux hommes se confrontent, toutefois, c'est au plan de l'autonomie des commissions scolaires et des administrations locales. Le candidat Mongeau, président de la Fédération des commissions scolaires catholiques, accuse son adversaire et le parti de vouloir faire disparaître graduellement les commissions scolaires, pourtant intégrées dans l'acte constitutionnel. Il accuse du même coup les

péquistes de centraliser le pouvoir et de saper continuellement dans les juridictions des gouvernements locaux. Le maire de Montréal-Nord, Yves Ryan, fait campagne activement sous ce thème, aux côtés de Jacques Mongeau, assistant à toutes les assemblées et faisant des visites régulières au comité libéral.

Les questions purement locales sont très peu abordées dans Montréal-Nord, sauf celle du transport en commun où le candidat Jacques-Yvan Morin tire profit de l'engouement général des électeurs pour le prolongement du métro jusque dans le comté.

Raymond Dupont soigne sa « pneumonie » dans Vachon

Le député fédéral de Chambly aux communes, M. Raymond Dupont, est absent pour une période de deux semaines de son bureau de la capitale nationale depuis le début de la semaine. Sa secrétaire retourne les appels urgents au bureau de comté, en expliquant que M. Dupont soigne une bronchopneumonie. A son bureau de comté, on renvoie les appels au comité d'élection du candidat libéral de Vachon, M. Jacques Roy, qui n'a rien d'un centre de convalescence depuis un mois.

GILBERT LAVOIE

La situation, plutôt cocasse, ne vaudrait pas la peine d'être signalée ailleurs que dans le comté mais elle illustre bien le ton de la campagne des libéraux dans Vachon. Vachon, c'est Saint-Hubert, et le PLQ à Saint-Hubert, tant au fédéral qu'au provincial, c'est le duo Roy-Dupont. Roy était l'organisateur de Dupont au fédéral, et Dupont est devenu l'organisateur officiel de Roy au provincial. Le comté appartenait au PQ de Taillon sous René Lévesque, mais la formation d'une circonscription différente sous la nouvelle carte a ouvert une porte que les deux hommes ne veulent pas voir se refermer devant eux.

Des l'automne dernier, ils ont pris le contrôle de l'association libérale du comté, ou une autre équipe dirigée par une militante de longue date, Mme Raymond Boisselle, tentait de se faire élire pour obtenir la nomination d'un

autre candidat moins lié avec l'organisation de Dupont. A un moment donné, une délégation a même rencontré l'organisateur en chef de M. Claude Ryan, Pierre Bibeau, pour réclamer que le parti parachute un candidat plus indépendant dans Vachon. La même journée, M. Roy convoquait le groupe dans son bureau pour le sermonner. M. Bibeau lui-même a reconnu que M. Ryan avait eu des doutes sur la valeur de M. Roy comme candidat, mais qu'il n'a pas été en mesure d'intervenir. Avec comme résultat que les libéraux mécontents ont rencontré LA PRESSE cette semaine pour faire état de leur refus d'appuyer M. Roy.

C'est dans ce contexte de chicanes internes au sein des libéraux de Vachon que le PLQ tente de faire échec au candidat péquiste David Payne. La campagne a été dure, le PQ tentant d'imputer à M. Roy, un ancien conseiller de Saint-Hubert, l'odieuse des problèmes financiers de la ville, et le PLQ faisant même des appels téléphoniques jusqu'en Angleterre pour scruter le passé personnel du candidat péquiste.

Vachon a accordé 56,7 p. cent du vote au PQ en 1976, contre 23 p. cent aux libéraux et 15 p. cent à l'Union nationale. Le PLQ part perdant dans ce comté, mais l'organisateur Roy a déjà fait ses preuves dans le passé. Et s'il est une circonscription où l'expression « faire sortir le vote » comptera lundi, c'est bien dans Vachon. Le PQ aura l'oeil ouvert.

Blitz péquiste en hélicoptère à Québec

QUEBEC — Les péquistes de la région de Québec n'ont pas à se chicaner pour savoir quel candidat prendra demain la parole à tel ou tel endroit puisque deux hélicoptères transporteront les plus connus d'entre eux d'une assemblée à l'autre.

GILLES GAUTHIER

Baptisée « Opération kangourou » par les organisateurs, la manœuvre permettra en cette dernière fin de semaine de campagne de relier des assemblées tenues dans Lotbinière, Beauce-Sud, Bellechasse, Montmagny-L'Islet, Portneuf et Chauveau, circonscriptions qui encerclent la Vieille Capitale.

Jean-François Bertrand et Clément Richard participeront à

trois assemblées chacun alors que Jean Garon, Claude Morin, Denis De Belleval et Lucien Lessard, entre autres, se contenteront de deux.

Si les vents sont favorables et tout se déroule comme prévu, la première assemblée débutera à 13h 30 dans Lotbinière et la dernière orateur y prendra la parole à 15h 30 et la dernière, dans Chauveau, commencera à 16h 30 et Claude Morin viendra y terminer le bal à 17h 45.

Dans cette dernière circonscription, la seule des six située en milieu urbain et où on accorde de très bonnes chances de l'emporter au candidat vedette du Parti libéral, René Dussault, pas moins de sept candidats viendront mettre fin à la campagne.

Laval a eu sa part du gâteau, selon Landry

Le principal cheval de bataille des libéraux au cours de leur campagne dans Laval a été les fameux \$1,5 millions que le gouvernement du Parti québécois aurait enlevés à l'administration municipale, ce qui aurait eu pour cause de faire augmenter les taxes des contribuables lavallois.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Devant près de 1.000 partisans, réunis à l'école Polytechnique à Laval, le ministre Bernard Landry a affirmé que les libéraux en faisant cette affirmation ne voulaient que « donner un lapin aux Lavallois au lieu d'un cheval ».

M. Landry, qui agissait comme maître de cérémonie à une assemblée où tous les candidats péquistes de l'île Jésus étaient présents en compagnie du minis-

tre Jacques Parizeau, a expliqué que son gouvernement avait donné à la ville les \$4,5 millions pour combler les déficits des municipalités, jusqu'en 1978, année de l'entrée en vigueur de la loi 57 sur la réforme de la fiscalité municipale.

« A compter de cette période, ajoute M. Landry, nous avons payé comme tous les contribuables lavallois des taxes à la ville. Nous avons donné à chaque année \$9 millions net de plus à l'administration municipale. »

Le candidat du PQ dans Laval, René Landry, a expliqué que ce montant avait été versé en paiement des taxes pour les édifices gouvernementaux situés dans l'île Jésus.

De plus, les autorités municipales ont recolté plusieurs autres millions de dollars, soutient M. Landry, avec la normalisation de la taxe scolaire.



Pendant que le premier ministre René Lévesque faisait campagne à Montréal hier, le chef libéral Claude Ryan se trouvait en Abitibi, où il a notamment obtenu un appui implicite de Billy Diamond, le chef des Indiens Cris.

En finale, les chefs se dénoncent

Dénoncé par M. Ryan comme étant à la tête d'un gouvernement de « patronneux », le premier ministre Lévesque a fait hier le bilan de sa campagne électorale basée, selon lui, sur « la confiance qu'il a inspirée à l'ensemble des Québécois ».

Selon M. Lévesque, son opposant libéral a mené une campagne de « négativisme », ce dernier refusant de voir les performances économiques du Québec et se révélant d'une « dangereuse faiblesse face au bureau-chef fédéral ». « M. Ryan, a-t-il dit, est entre les pattes d'Ottawa et son parti est toujours dominé par la vieille garde », allusion à l'arrivée en fin de campagne des Saint-Pierre, Castonguay et Bourassa, ceux-là mêmes qui ont été rejetés par l'électorat le 15 novembre 1976. M. Lévesque a par ailleurs rendu hommage au chef unioniste, Roch LaSalle qui, à son avis, a fait une campagne vigoureuse, malgré les moyens dont il disposait, et qui s'est comporté « dignement ».

Au cours d'une émission de tribune téléphonique, M. Lévesque est revenu sur la question constitutionnelle pour faire valoir que le projet d'entente des huit provinces contestatrices, face au gouvernement Trudeau, aurait le mérite de donner au Québec un droit de veto absolu sur tout changement constitutionnel, tout en lui laissant le

privilege de se soustraire à un amendement qui porterait sur les questions de langue et de culture qui fondent la « spécificité de la seule province francophone ».

« C'est sacrement mieux, a-t-il dit, que la formule de Victoria négociée en 1971 sous le gouvernement Bourassa. A souligner que, tout comme M. Trudeau, le leader libéral favorise lui aussi cette formule dite de Victoria. »

CLAUDE-V. MARSOLAIS
PIERRE VINCENT
ANDRÉ PÉPIN

Se disant assuré d'enlever une majorité de plus de 70 sièges, à la condition que ses militants maintiennent une vigilance de tous les instants, M. Lévesque a pour ainsi dire déposé le bâton du pèlerin. Il fera campagne dans sa circonscription et dans la région métropolitaine au cours de ce dernier week-end.

Ryan maintient un train d'enfer

Il en va autrement pour le leader libéral, M. Claude Ryan, qui semble devoir maintenir le rythme endiablé de sa campagne jusqu'au dernier jour. Après une tournée en Abitibi, hier, M. Ryan

fait une série de bonds impressionnants aujourd'hui: Trois-Rivières, Grand-Mère, Shawinigan-Sud, La Tuque, Matane et Rimouski.

Partout le leader libéral multiplie le même conseil à ses troupes: ne pas se laisser démobiler par les sondages et « faire sortir » le vote lundi.

Pour M. Ryan, le gouvernement de Lévesque s'est révélé un gouvernement de « patronneux ». « Allez voir dans les hôpitaux et dans les CLSC, a-t-il dit, c'est bourré de domination politique. » Il s'en est pris également au directeur général du financement des partis politiques, M. Pierre-Olivier Boucher, dont il a déjà dit qu'il était « bouche ». Insatisfait de la manière dont M. Boucher interprète la loi, M. Ryan a déclaré hier que ce fonctionnaire n'est pas « suffisamment intelligent ».

A Val-d'Or, M. Ryan s'est acquis l'appui implicite du chef amérindien Billy Diamond. Ce dernier est insatisfait des conditions faites aux Cris dans le Nouveau-Québec et particulièrement dans le territoire de la Baie James. S'il était porte au pouvoir, M. Ryan s'est engagé à faire scrupuleusement respecter l'entente intervenue entre le gouvernement et les Cris. Il nommerait au sein de son cabinet un ministre responsable de ce dossier.

M. Ryan s'est ensuite envolé pour LaSarre à bord d'un hélicoptère, moyen de transport qu'il n'utilise qu'avec une certaine nervosité. Détail pittoresque, comme il pleuvait à Val-d'Or, le chef libéral s'est rendu à son hélicoptère sous un parapluie... bleu. Mais il s'est aussitôt empressé de le faire changer pour un parapluie aux couleurs libérales. A LaSarre, M. Ryan a terminé sa tournée abitibienne par une grande assemblée à laquelle participaient Camil Samson, Solange Chaput-Rolland et son épouse, Madeleine.

LaSalle prêt à assumer le blâme

De son côté, le leader unioniste Roch LaSalle a travaillé fort hier pour s'assurer la fidélité des électeurs de Berthier. Lors d'une entrevue à la télévision, il a révélé qu'à moins d'aller chercher 12 sièges ou 20 p. cent du vote populaire, il considèrera les résultats du scrutin comme une « défaite personnelle ».

Tout comme M. Ryan, le leader unioniste met ses partisans en garde contre les sondages négatifs pour l'UN. A son avis, la force de l'UN est sous-estimée parce que ses partisans se retrouvent principalement dans les régions rurales.

En soirée, hier, M. LaSalle a réuni quelque 500 partisans à Granby où il a reçu un accueil chaleureux.

La presse québécoise divisée

La presse quotidienne québécoise est divisée à l'égard du choix à faire le 13 avril entre le gouvernement sortant de M. René Lévesque et le Parti libéral du Québec de M. Claude Ryan.

DANIEL MARSOLAIS

Deux des trois plus influents quotidiens francophones, « Le Devoir » et « Le Soleil », optent pour la reconduction du Parti québécois qu'ils jugent à ses actes et dont le bilan leur apparaît somme toute relativement positif. LA PRESSE et « The Gazette », quant à eux, favorisent plutôt le parti de M. Ryan qu'ils considèrent mieux outillé pour relancer le Québec à l'intérieur de la structure politique fédérale canadienne.

Fidèle à sa tradition, le « Journal de Montréal » ne prend pas position officiellement dans la présente campagne électorale qui prend fin lundi.

Dans l'éditorial qu'il signait lundi dernier, juste avant le déclenchement de la grève des journalistes qui paralyse, depuis, la publication du journal, le directeur du « Devoir » se disait impressionné par le bilan législatif du gouvernement Lévesque qui n'a toutefois pas, reconnaissait Jean-Louis Roy, été en mesure de résoudre tous les problèmes socio-économiques que connaît le Québec. Toutefois, notait-il, « la solution de certains de ces problèmes déborde des possibilités d'un premier mandat ». Roy rappelle d'ailleurs que les « catastrophes ou les mira-

cles » qui devaient affecter la société québécoise au lendemain de l'élection de 1976 ne se sont pas produits et qu'il en sera de même si les libéraux sont portés au pouvoir lundi.

C'est surtout par rapport aux questions linguistiques et constitutionnelles que « Le Devoir » axe principalement sa critique face au Parti libéral du Québec. Jean-Louis Roy estime que le PLQ aurait dû prendre « une attitude solennelle d'opposition » au sujet de la résolution constitutionnelle du gouvernement Trudeau et ce, « dans son intérêt et surtout dans l'intérêt du Québec ». Le directeur du « Devoir » reproche en fait au PLQ de ne pas avoir maintenu dans ce domaine la position historique qui fut la sienne et qui le « situait parmi les plus fermes défenseurs des droits du Québec au sein du Canada ».

Pour Marcel Pépin, directeur de l'éditorial au journal « Le Soleil », de Québec, les Québécois auront à choisir, lundi, « la meilleure équipe capable de piloter l'affirmation collective d'une société distincte, sûre d'elle-même et désireuse de progrès ». Notant que malgré l'échec de son option au référendum du mois de mai dernier le PQ a défendu avec vigueur et loyauté les intérêts fondamentaux du Québec, notamment dans le débat constitutionnel, l'éditorialiste du « Soleil » écrivait jeudi que le Parti québécois a « largement démontré sa capacité de traduire par des mesures concrètes ses objectifs de réforme » qui atténuent selon lui « ses échecs dans la lutte

au chômage et les relations avec les employés du secteur public ».

Reconnaissant que les deux partis possèdent chacun des points forts qui garantissent aux citoyens la formation d'un honnête gouvernement, quel que soit le gagnant, Marcel Pépin observe toutefois qu'il est difficile pour le public de juger le dynamisme et le style de l'équipe Ryan qui n'a pas été tellement à l'oeuvre pendant la campagne. En outre, l'éditorialiste du « Soleil » reproche au parti de M. Ryan sa trop grande confusion en ce qui touche les questions de la bureaucratie et de la langue. Pépin appuie enfin le Parti québécois parce qu'il estime que ce parti est plus en mesure de faire contrepois aux libéraux fédéraux de Pierre Elliott Trudeau. Cet appui est toutefois conditionnel: « Il se justifie, écrit-il, que dans la mesure où le PQ continue de participer à l'effort de renouveau du fédéralisme et qu'il pratique, sur le plan budgétaire, l'austérité que commande la conjoncture ».

Pour « The Gazette », le seul fait que le Parti québécois reste encore voué à l'indépendance du Québec constitue une raison suffisante pour le défaire le 13 avril. D'après « The Gazette », qui a pris position mercredi dernier, la démarche constitutionnelle du PQ s'inspire d'une « philosophie négative » qui vise non pas à la construction du Canada, mais à sa destruction. En maintenant le parti de M. Lévesque au pouvoir, soutient « The Gazette », le Québec passira « tout au plus à ne pas signer à l'intérieur du Ca-

nada et continuera de vivre les problèmes de polarisation ethnique qui confrontent la société québécoise ».

Pour le quotidien montréalais, le parti de M. Ryan représente l'alternative la plus valable qui s'offre à l'électorat québécois. Deux éléments majeurs militent en faveur de son élection: son désir profond d'assurer la destinée du Québec à l'intérieur de la Confédération canadienne et son désir fermement exprimé de se porter à la défense des libertés individuelles.

Le président et éditeur de LA PRESSE, Roger Lemelin, qui signe un éditorial aujourd'hui, en page A 6, appuie également le Parti libéral du Québec en disant souhaiter que ce parti et ses membres « nous débarrasseront des ambiguïtés du parcours électoral et qu'ils feront triompher un libéralisme équilibré, nourri des notions de tolérance et de liberté, où notre économie retrouvera un certain équilibre ». Déplorant l'aspect fade de la campagne électorale qui s'achève ou l'on a assisté, d'après lui, « plus à des conflits de personnes qu'à une lutte électorale sur les questions de LA PRESSE pour-fond durement le Parti québécois qu'il accuse de flirter dangereusement avec le « socialisme ». Il consacre d'ailleurs la plus grande partie de son éditorial à opposer « la social-démocratie collectiviste » du PQ au « libéralisme avancé » du PLQ, options politiques qui divisent selon lui plusieurs pays du monde occidental.

ÉLECTIONS 81

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 11 AVRIL 1981

NOTES POLITIQUES

Le PLQ compte sur la répartition des votes

■ Malgré les sondages publiés aujourd'hui et donnant une bonne avance au Parti québécois, la direction du Parti libéral demeure confiante de remporter la victoire lundi, en raison notamment de la répartition des votes.

L'organisateur en chef du Parti libéral, Pierre Bibeau, l'un des principaux responsables de la victoire référendaire et l'artisan du succès du PLQ lors des 11 élections partielles, a confié, hier à LA PRESSE, que ses hommes sur le terrain ont «pointé pas moins de 2 millions d'électeurs».

De ce «pointage», qui est évidemment non scientifique, Pierre Bibeau estime, et ce contrairement aux sondages, que son parti est nettement en avance sur le Parti québécois.

Le score du PLQ

Selon Pierre Bibeau, dans le contexte électoral actuel, son parti devrait recueillir 47 p. cent du vote, le Parti québécois 27 p.c., et l'Union nationale aux environs de 14 p. cent. Cependant, a-t-il souligné, il y a un peu plus de 23 p. cent des électeurs indé-

De ce nombre, il en donne une très grande partie au PQ, pour situer finalement le vote du PLQ aux alentours de 51 p.c.

Si cette possibilité s'avérait exacte, le Parti libéral aurait alors plus de 80 sièges à l'Assemblée nationale, estime Pierre Bibeau.

D'un autre côté, il estime que la personnalité des chefs et les grands thèmes de la campagne électorale n'ont pas influencé les intentions de vote, car les gens

étaient fixés bien avant le déclenchement des élections.

Pierre Bibeau, estime finalement, que son parti récoltera moins de votes que lors du référendum en raison notamment de la dépoliarisation du débat électoral qui avait amené 60 p. cent des électeurs à voter pour le «non».

Les fédéraux affichent un optimisme modéré

Par ailleurs, à l'instar de leur chef Pierre Trudeau, les députés libéraux fédéraux du Québec affichaient, hier, un optimisme plus que modéré quant aux chances de Claude Ryan de remporter les élections du 13 avril.

Evidemment, la majorité ont affirmé que le PLQ prendra le pouvoir, mais plusieurs soulignaient toutefois que la lutte sera chaude et serrée, et ce contrairement à ce qui était prévisible au début de la campagne électorale.

Une indication claire à ce sujet, c'est le commentaire du ministre Monique Bégin qui a déclaré que la lutte va être «très chaude» et que le chef du PLQ, Claude Ryan pourrait se retrouver premier ministre «avec moins de 70 députés au lendemain de l'élection».

En ce qui concerne les sondages, ce même ministre et député d'Anjou affirmait qu'ils ne pourront pas influencer le vote de façon significative à trois jours du scrutin, étant donné que la grande majorité des électeurs avaient déterminé leur choix dès les premiers jours de cette campagne électorale.

Au moins 72 comtés

D'un autre côté, les députés fédéraux de Montréal - Saint-Denis et d'Argenteuil, Marcel Prud'homme et Robert Gourd, prévoient que le PLQ pourrait faire élire 72 députés. Le premier devait cependant ajouter qu'il était sûr qu'au moins 66 députés PLQ seraient élus.

D'autre part, le ministre Pierre De Bané a déclaré qu'il était assuré et convaincu que le prochain gouvernement provincial serait libéral et majoritaire, tout en mettant en relief le peu de crédibilité que l'on devait accorder aux sondages.

La soirée des élections à Paris

Les Québécois vivant à Paris et les Français qui s'intéressent à la vie politique québécoise pourront, s'ils acceptent de se coucher tard ou se lever tôt, suivre à la délégation générale du Québec, à compter de 3 heures du matin, la soirée des élections de lundi. Les résultats seront radiodiffusés en circuit fermé grâce à une liaison spéciale.

On peut imaginer que l'un des auditeurs les plus attentifs sera l'actuel délégué général du Québec à Paris, Yves Michaud, dont le maintien en poste dans la capitale française repose sur la réélection du Parti québécois. En cas d'une victoire libérale, il a déjà indiqué qu'il offrira aussitôt sa démission au nouveau gouvernement québécois.

Louise Cuerrier, une péquiste... discrète

La vice-présidente de l'Assemblée nationale et candidate du



Parti québécois dans Vaudreuil-Soulanges, Louise Cuerrier, fonde sa campagne électorale sur sa popularité personnelle plus que sur celle du parti qu'elle représente. C'est du moins l'impression qui se dégage des divers feuillets publicitaires publiés par son organisation depuis le déclenchement des élections, où le nom et le sigle du P.Q. n'apparaissent qu'en caractères minuscules sur un seul des documents. Les autres ne font état que de la «présence et expérience» du député sortant sans aucune référence à son affiliation politique.

Les libéraux de Vaudreuil font la publicité du PQ

Le hasard faisant drôlement les choses, le Parti québécois et le Parti libéral de Vaudreuil-Soulanges se sont retrouvés un instant côte à côte, la semaine dernière alors que l'un et l'autre groupes tenaient des assemblées publiques dans des salles attenantes à la Cité des jeunes de Vaudreuil.

Agacés de voir de nombreux militants péquistes venus des comtés voisins envahir par erreur puis quitter les lieux de leur réunion, les organisateurs libéraux ont senti le besoin d'apposer à la porte de «leur» salle une affiche indiquant que «l'assemblée péquiste se tient dans le local voisin».

La logique du balancier

■ Trudeau à Ottawa, Lévesque à Québec... D'un côté, la projection d'un vieux désir de conquête ou plutôt de reconquête: le Canadien français sillonnant fièrement le Canada, y faisant sa marque comme naguère Pierre de la Vérendrye, rattachant par son prestige une longue histoire d'échecs. Et de l'autre côté, l'homme de la vie quotidienne et de la réalité concrète, celui qui protège le foyer national, ce foyer qui est l'unique endroit du monde où cette éternelle minorité peut avoir le sentiment d'être majoritaire.

Le Québécois veut tout: le Canada pour le rêve et le pétrole, et le Québec pour port, abri, foyer, pour tremplin, pour patrie. Et que cette patrie soit forte.

Ils ont dit non à Lévesque quand il leur a demandé de le suivre sur une route qui s'écartait du Canada. Mais du même souffle, ils lui diront peut-être lundi: reste, on a besoin de toi. Ceux qui trouvent cette attitude illogique ne connaissent pas le Québec.

Ainsi donc, si l'on en juge par les sondages, c'est à cet homme qui depuis 20 ans oriente notre vie politique, que les Québécois s'approprient une fois de plus à confier la gouverne de leur patrie.

Equilibre idéal, protection «mur à mur», jeu parfait du balancier... Les vieux renards du peuple avaient donc raison de prédire dans leur barbe, à l'encontre de l'opinion publique, que le parti qui gagnerait le référendum perdrait ensuite les élections?

Ainsi s'expliquerait l'apparente contradiction de l'an dernier, alors que cette même majorité qui s'appretait à voter «non» déclarait envers le gouvernement un taux de satisfaction sans précédent. Le peuple alors disait à Lévesque: on n'est pas d'accord avec toi mais on t'aime.

L'autre soir au Centre Claude-Robillard à Montréal, Lévesque seul sur scène parlait à ses troupes. Contrairement aux derniers jours de la campagne référendaire, alors que la certitude de perdre l'avait rendu agressif et hargneux, Lévesque cette fois était la sérénité même, et ce visage marqué que les cheveux gris rendent dit-on plus émouvant et plus humain, en disait plus long sur le Québec que son discours lui-même. N'a-t-on pas souvent dit que la raison de la popularité de Lévesque tenait au fait qu'il est l'incarnation du Québécois moyen, qui n'est ni beau ni grand, qui est à la fois gueulard et tendre, entreprenant et timide, agressif et généreux?

Cet homme déchiré et complexe, qui même à l'époque où il prêchait la souveraineté, restait vis-à-vis de cet idéal un peu ambivalent, et comme habité par les craintes répandues dans le peuple, cet homme-là sera semblé-t-il reporté au pouvoir, parce qu'il inspire confiance et qu'il rassure, et parce qu'il a prouvé que les Québécois peuvent se fier à lui.

Ainsi a-t-il tenu pour l'essentiel toutes ses promesses de 1976, ainsi s'est-il démocratiquement incliné devant les résultats du référendum, ainsi a-t-il, à des moments-clés de notre récent passé, toujours pris le parti de la tolérance et de l'humanisme.

Lévesque a toujours laissé une bonne marge de manoeuvre à ses ministres, mais quand l'un d'eux voulut légiférer sur la presse écrite au risque d'en compromettre l'indépendance, Lévesque s'interposa tout net, sans appel.

Il a laissé Parizeau négocier avec les gros syndicats du secteur public, mais quand les hôpitaux et les centres d'accueil se trouvèrent paralysés par une grève générale, Lévesque, scandalisé, jeta tout son prestige et toute sa force de conviction dans la balance, et alla à la télévision pour demander aux grévistes de rentrer. Le lendemain matin, il y eut partout de larges mouvements de retour au travail. (Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que les leaders syndicaux les plus radicaux ne souhaitent pas la victoire du Parti québécois: Lévesque est un adver-

saire malcommode, trop populaire parmi leurs troupes, tandis qu'avec Ryan, croit-on, il sera plus facile de faire descendre les syndiqués dans la rue.)

Quand des militants, dans son propre parti, voudraient relancer la lutte contre le rapatriement de la constitution à partir d'une plate-forme indépendantiste, Lévesque encore une fois s'interposa: le scrutin du 20 mai avait été clair, il serait respecté. La semaine dernière, les libéraux ont tenté de convaincre la population que Lévesque pourrait déclencher une élection-surprise sur le thème de la souveraineté, voire un second référendum... Lévesque a démenti cette supposition. Il est infiniment probable que les Québécois le croiront, et ils auront raison car si cet homme a de la crédibilité, ce n'est pas pour rien, c'est parce qu'il l'a gagnée. Un autre que lui, à la tête du PQ, aurait-il été cru? Ce n'est pas sûr.

L'enjeu de cette campagne aura sans doute été le degré de confiance qu'inspire chacun des deux leaders en lice.

Les programmes des deux partis en effet ne sont pas tellement différents, à ce détail près que les libéraux expriment un préjugé plus favorable envers l'initiative privée. Même les promesses que les deux partis ont cyniquement déversées sur nous en début de campagne se confondaient tant elles étaient de semblable inspiration!

Dans l'ensemble, les équipes en présence sont de qualité relativement comparable. Une Thérèse Lavoie-Roux, un René Dusault, une Lise Bacon, un Claude Forget, un Reed Scowen, une Solange Chaput-Rolland, un Julien Gasson, un Daniel Johnson ou un Richard D. French, par exemple, remplaceraient avantageusement bien des ministres sortants.

Même les clientèles des deux partis ont commencé à s'interpénétrer: le PQ gagne du terrain dans les régions les plus conservatrices et même, disent certains, dans les couvents ou le vote libéral commencerait à s'effriter. L'option souverainiste écartée au profit d'une approche autonomiste qui s'inscrit dans la principale tradition politique du Québec, le PQ semble capable de pénétrer l'électorat non francophone. Par ailleurs, le renouveau amorcé par Claude Ryan au sein du Parti libéral y a amené des intellectuels et des jeunes qui le bouadaient naguère, et ses nouveaux organisateurs ressemblent comme des frères à leurs homologues péquistes.

Quant aux positions des deux partis concernant les femmes, elles sont semblables, c'est-à-dire pas trop mal sur papier et invariablement moches dans la réalité.

Que reste-t-il? Il reste l'attitude face à Ottawa... le PQ comme une muraille, négociateur exclusivement voué aux intérêts du Québec, et le PLQ pris au piège de son alliance référendaire avec le French Power d'Ottawa. Vieille prudence québécoise: ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier... ni dans des vases communicants.

Et il reste la question du leadership. En régime parlementaire britannique, les pouvoirs du premier ministre sont énormes. Ils sont beaucoup plus grands, de fait, que ceux qu'ont en politique intérieure les présidents américains.

Le premier ministre, à la tête du parti majoritaire qui lui reste fidèlement acquis tant qu'il est au pouvoir, a les pleins pouvoirs au Parlement ou il a la majorité des voix. Il peut s'octroyer à lui-même des ministères-clés ou des dossiers capitaux. C'est lui qui nomme les ministres et il peut les destituer ou les muter à volonté. Il peut bloquer — ou faire passer — n'importe quel projet.

Aussi faut-il se demander lequel, de Ryan ou de Lévesque, fera de cet énorme pouvoir l'usage le plus judicieux, lequel sera, une fois investi de la responsabilité suprême, le plus modéré, le plus tolérant et le plus humain. L'humilité devant le pouvoir est en effet l'une des qualités qu'un peuple démocratique doit exiger de ceux qui veulent le gouverner.



Au fait, pour qui vas-tu voter lundi?

Ma blonde a sursauté. C'est vrai que la politique ne tient pas, habituellement, une grande place dans nos conversations...

—Qu'est-ce qui te prend?

—Rien, je veux juste savoir pour qui tu vas voter...

—Je ne vote pas!

—Comment ça?

—Je n'ai jamais voté de ma vie, et je n'ai pas l'intention de commencer lundi...

—Ce serait beau si tout le monde faisait comme toi!

—Ce serait drôle. Imagine la tête des candidats à l'annonce des résultats... Elu, Jo Lafraise, trois voix, la sienne, celle de sa mère et celle de son cousin Léon!

—Arrête donc de déconner. Ce n'est pourtant pas un grand effort d'aller faire une petite croix...

Votez contre!

—Achale-moi pas. Je n'en ferai pas de petite croix. J'ai bien assez d'en porter une grande...

—Tu parles pour moi?

—Ben non, ben non. Je parle pour rien dire, c'est l'effet que ça fait à tout le monde la politique...

J'étais mal placé pour insister. Lui faire valoir qu'il est des pays de dictature où les gens meurent pour le droit à des élections libres? Elle aurait pu me répondre que si l'on ne meurt pas de l'illusion de la liberté, on en reste souvent idiot. Lui faire valoir que les femmes qui n'ont le droit de vote au Québec que depuis 1941 ont le devoir, plus que les hommes encore, d'exercer ce droit? Elle aurait pu alors me répondre, que justement, quarante ans plus tard, à la dissolution de l'Assemblée nationale, il n'y avait toujours que cinq femmes sur 110 députés...

Je suis d'autant plus mal placé pour faire la morale à ma blonde, que mon propre civisme repose sur un curieux artifice. Je m'explique: je ne me souviens pas d'avoir voté POUR un candidat, ou POUR un programme,

j'ai toujours voté CONTRE. C'est ainsi que ça fait 12 ans que je vote contre Pierre Elliot Trudeau, et cela, quelle que soit l'élection fédérale ou provinciale... Ce n'est pas que je l'aïssie plus qu'un autre, je vous avouerai même qu'il m'arrive d'être séduit par son arrogance...

N'empêche que le jour du vote, je me leve en pensant à Trudeau, je l'imagine en train de faire sa croix, dans l'isolement d'Outremont, et je vais faire la mienne dans la petite case à côté, juste pour le plaisir d'annuler le vote du premier ministre du Canada, juste pour la satisfaction de me dire: «Aujourd'hui, moi pauvre tout nu, ma voix porte aussi loin que celle de l'homme le plus important de la nation...»

Puéril? Sans aucun doute, mais sans cette motivation, je crois bien que je n'irais jamais voter... J'ai essayé de motiver ma blonde avec le même stratagème, sans toutefois lui parler de Trudeau dont elle se moque comme du reste...

—Tu sais le gars que tu détestes...

—Lequel?

—Le tonton de l'épicerie-bou-

cherie française, celui qui te tombe sur les nerfs avec ses farces plates sur les rognons de veau, avec ses «Bonjour ma petite dame», celui qui t'a déjà dit que si tu mangeais plus de viande t'aurais l'air moins malade, tu vois qui?

—Ouais, qu'est-ce qu'il a fait encore?

—Rien. Mais lui, lundi, il va aller voter...

—Qu'est-ce que tu veux que j'y fasse?

—Tu devrais aller voter pour annuler son vote!

—Comment sais-tu que je ne voterais pas pareil que lui?... Tu vois, c'est bien mieux que je n'aïlle pas voter: un tonton c'est toujours moins grave que deux...

Ça me fait penser tout à coup qu'en 1976 je n'ai eu aucune difficulté à voter à l'envers de Trudeau. Au référendum encore moins, mais pour lundi, j'ai soudain un affreux doute!... Et si!... c'est qu'il en est bien capable vous savez!

CHAUDE LUTTE DANS BOURASSA

Entre Laplante et Roy, l'Union nationale décidera



Augustin Roy

■ Dans le comté de Bourassa, le candidat libéral, le docteur Augustin Roy et son adversaire péquiste, le député Patrice Laplante se livrent une chaude lutte dont il est actuellement impossible d'en prédire l'issue.

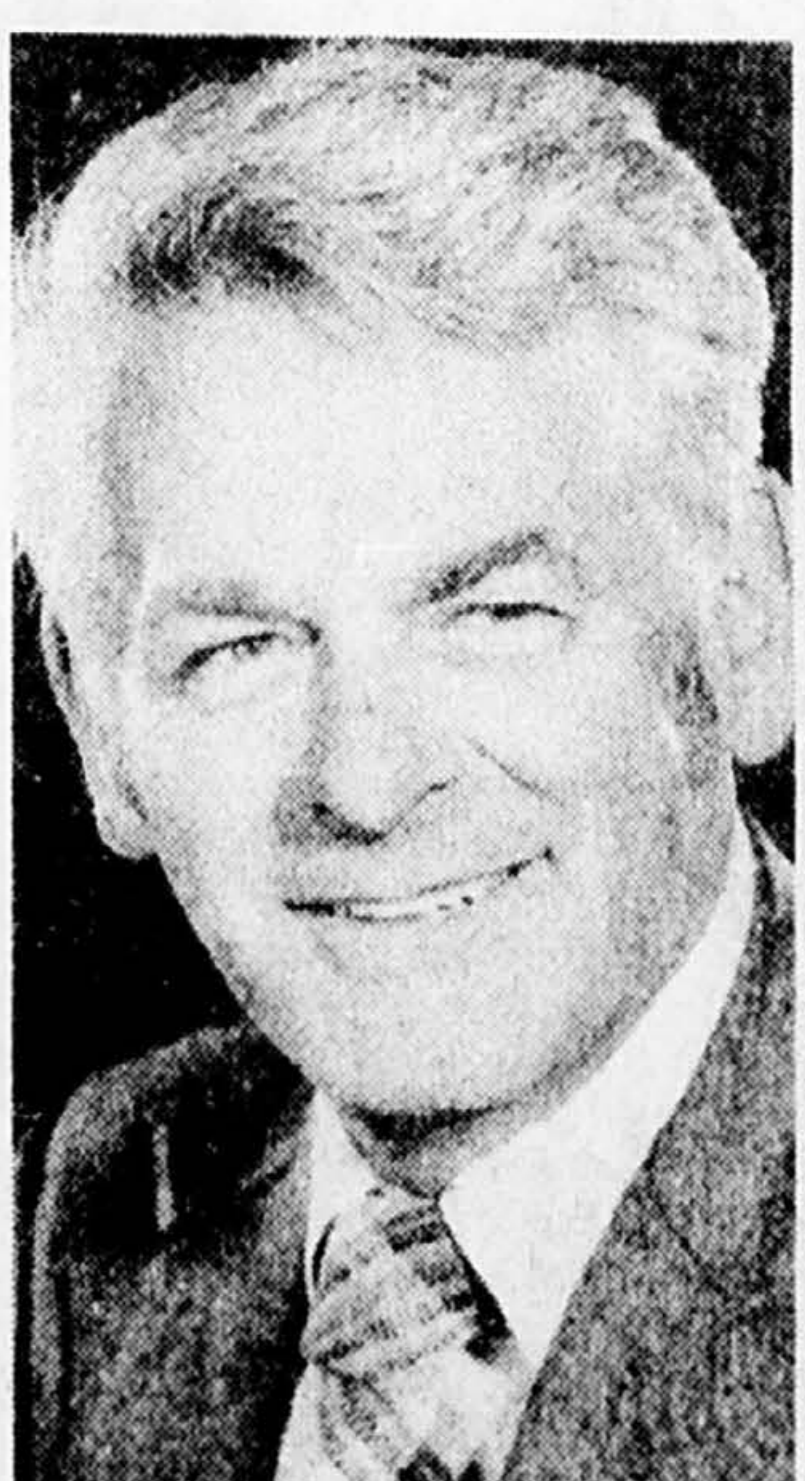
MICHEL GIRARD

Ces deux principaux candidats s'adonnent depuis le début de la présente campagne électorale à une lutte acharnée: leur organisation respective travaille non seulement à fond de train, mais en plus elle n'hésite pas à dénicher la moindre demi-vérité que l'adversaire essaie d'utiliser pour convaincre l'électorat.

Du côté du Parti libéral, on mise beaucoup sur le statut de vedette du docteur Augustin Roy, président de la Corporation professionnelle des médecins du Québec. Les libéraux du comté ne se gênent pas pour le qualifier de futur ministre des Affaires sociales.

La stratégie des péquistes est totalement différente quand il s'agit de mousser la candidature du député Laplante. On rappelle à la population que leur député actuel a toujours été très présent dans le comté. C'est un homme actif, disponible et efficace. Autre atout que les péquistes font valoir systématiquement au cours de la campagne: les nombreuses réalisations et promesses de l'équipe Lévesque.

En somme, l'élection de l'un ou l'autre de ces deux candidats dépend d'un seul facteur, la performance du candidat de l'Union nationale, Charles Laforest. Si celui-ci, qui mène une bonne campagne depuis deux semaines, réussit à aller chercher 15 p. cent du vote, il y a de bonnes chances que le député péquiste reste en poste. Dans le cas contraire, c'est le docteur Augustin Roy qui pourrait prendre sa place sur les banquettes de l'Assemblée nationale.

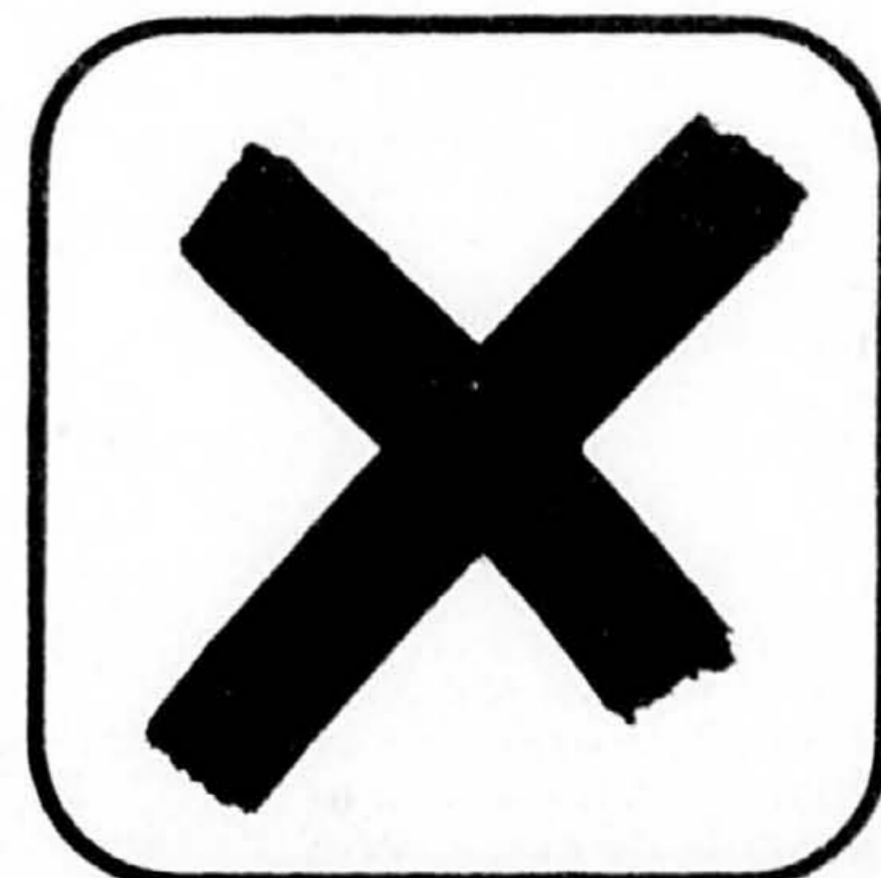


Patrice Laplante

**On a besoin
d'une équipe forte,
qui a fait ses preuves,
capable
de tenir ses
engagements.**



**Moi, je vote
Parti Québécois**

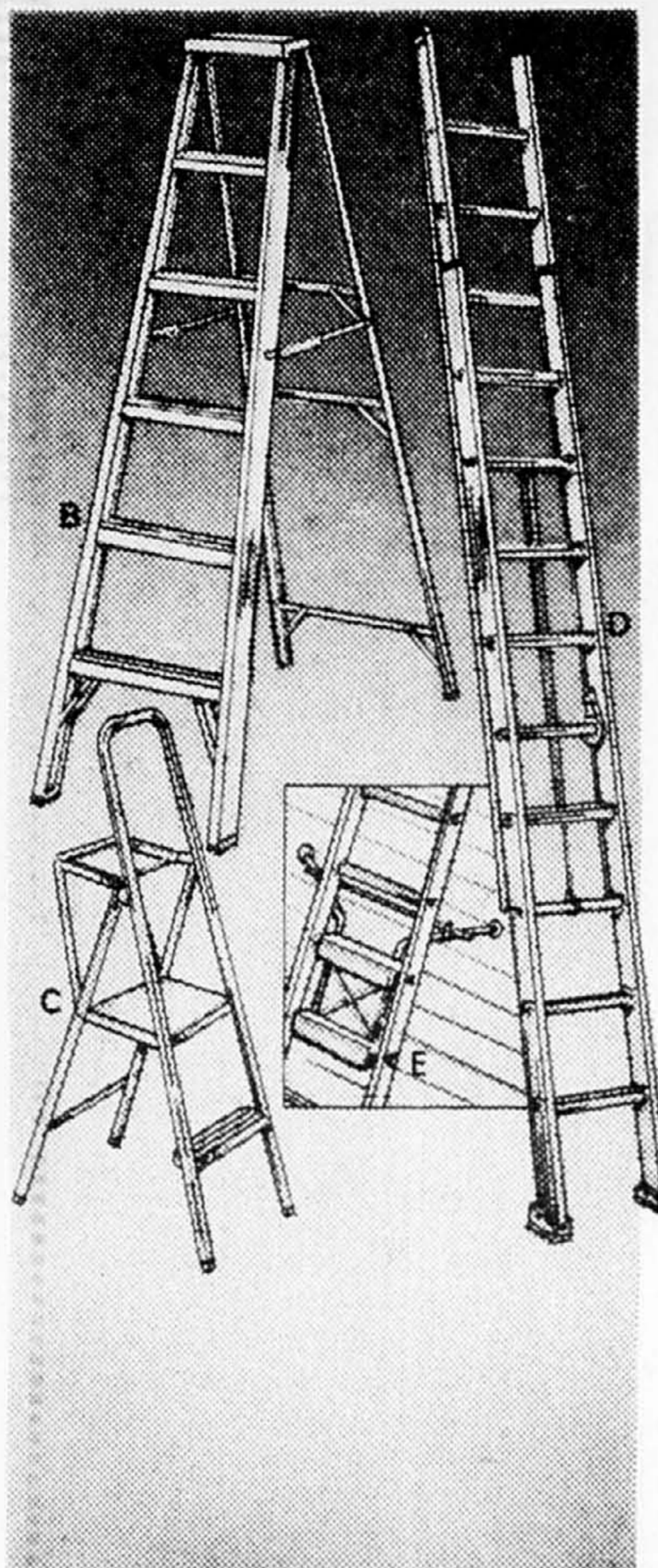


**faut rester
forts
au Québec**



L'Équipe Lévesque





Rabais 33% sur peinture

Pour 4 jours seulement,

maintenant jusqu'au mercredi 15 avril.

Peinture d'intérieur «Carousel»

Robuste peinture «Carrousel» de Simpsons, garantie 4 façons: lavable, résiste aux taches, rebelle à la saleté et inaltérable.

Coloris: blanc antique, sable désertique, crème d'abricot, parchemin, blanc cassé, ronce de noyer, farine d'avoine, rose lotus, bleu aurore, ananas, lilas foncé, vert satiné ou blanc.

	Prix ord. Simpsons	
A. Latex mat, gallon.....	19.99	13³⁹
pinte.....	5.99	3⁹⁹
A-1. Latex semi-lustre, gallon.....	22.99	15³⁹
pinte.....	6.49	4²⁹
A-2. Alkyde (base d'huile) semi-lustre, gallon.....	22.99	15³⁹
pinte.....	6.49	4²⁹

Peinture C.I.L. pour plafond

A-3. Une excellente peinture à base latex, spécialement conçue pour les plafonds! Sèche rapidement. Blanc seulement. Non recommandée pour salles de bains et cuisines.

	Prix Simpsons, gallon	
		16⁰⁰

Les prix de la peinture sont en vigueur jusqu'au 15 avril.

Escabeaux aluminium

B. Rabais 10% — Escabeau aluminium 6 pi. Montants 3" de largeur, marches de sécurité, pieds caoutchouc pour sûreté accrue. 6 pi. de haut. Modèle 506.

	Prix ord. Simpsons	
	34.98	31⁴⁸

C. Rabais 11% — Escabeau aluminium «Stepette». Renforcement supérieur pour sécurité; plate-forme robuste. Modèle 404.

	Prix ord. Simpsons	
	31.98	28⁷⁸

Échelles à coulisse en aluminium. Montants latéraux 3" en forme de «C» se bloquant. Grandes marches plates genre «D». Dispositifs de verrouillage automatiques. Pieds caoutchouc autoréglables.

Veillez noter: Pour votre sécurité, commandez votre échelle 5 pi. plus haut que le mur.

	Prix ord. Simpsons	
D. Rabais 10% — Échelle 20 pi. Modèle 1020	79.99	71⁹⁹
D1. Rabais 10% - Échelle 24 pi. Modèle 1024.	92.99	83⁶⁸
D2. Échelle 28 pi. Modèle 1028		103⁴⁹
D3. Échelle 32 pi. Modèle 1032		121⁴⁹
D4. Rabais 10% — Échelle 36 pi. calibre lourd. Modèle 2036	184.99	166⁴⁹
D5. Rabais 10% — Échelle 40 pi. calibre lourd. Modèle 2040	199.98	179⁹⁸

E. Stabilisateur genre plate-forme. Pour toute échelle à coulisse en métal. Procure meilleure protection.

	Prix Simpsons	
		26⁹⁸

Duramark

Aides pratiques pour le jardin

F. Tondeuse électrique 46 cm (18") «Duramark». Lame et décharge uniques. Moteur 10 amp. Guidon basculant se pliant. Carter en acier. Entraînement à engrenages hélicoïdaux. Modèle RE70-50

F1. (Non représenté) — Cordon-rallonge, 15 mètres

F1. (Non représenté) — Cordon-rallonge, 30 mètres

G. Tondeuse électrique 46 cm (18") de luxe «Duramark». Lame unique. Carter en acier matricé. Roues radiales 7". Moteur 10 amp. entraînement à engrenage hélicoïdaux. Guidon basculant se pliant. Réglage manuel de la hauteur. Modèle RE75-50

G1. (Non représenté) — Ens. ramasse-gazon de luxe. Modèle GB100

H. Tondeuse à essence 51 cm (20") «Duramark». Modèle 3-dans-1: tondeuse/hacheur, à décharge latérale ou avec sac arrière! Puissant moteur 4 temps, 3.5 cv. «Briggs & Stratton» avec démarreur à détente vertical. Robuste carter en acier avec déflecteurs à l'avant et à l'arrière pour décharge et coupe efficaces. Etrangleur calibre lourd. Réglage manuel 5 positions pour hauteur des roues. Guidon se pliant avec poignée vinyle. Modèle DG600

J. Tondeuse à essence 51 cm (20") de luxe «Duramark». Moteur 3.5 c.v. «Briggs & Stratton» avec démarreur à détente vertical. Commandes des vitesses sur guidon. Carter monopièce. Roues réglables. Guidon réglable se pliant. Lame pour hacher et déflecteur inclus. Modèle DG400

K. Tondeuse à essence 51 cm (20") «Duramark». Puissant moteur 3.5 c.v. «Briggs & Stratton», démarreur à détente vertical, contrôle des vitesses monté sur le guidon. Carter acier avec déflecteurs à l'avant et à l'arrière. Roues «mag» à réglage 9 hauteurs. Robuste guidon chromé pliant. Modèle DG300

L. Taille-herbe à essence «Duramark». Moteur 2 temps, démarreur transistorisé. Réservoir pour durée de travail jusqu'à 1 heure. Avancement automatique du cordon. Poignée et guidon réglables. Modèle 2000

M. Taille-herbe tout usage. Léger modèle à puissance 1.6 ampère. Isolant double. Bouclier de sécurité.

N. Rotoculteur «Duramark». Entraînement par chaîne. Moteur 3 c.v. Grandes dents réglables de 31 à 49 cm (12" à 19"). Embrayage pour point mort, monté sur la poignée pour sécurité accrue. Poignée se pliant. Modèle 31900.

(Non représentés):

Bidons à essence «Wedco»

Légers modèles en thermoplastique.

	Prix Simpsons	
P. Format 1 gallon.....		3⁴⁹
P1. Format 2 gallons.....		4⁹⁹
P2. Format 5 gallons.....		9⁹⁹

Simpsons présente les tondeuses «Duramark»

Participez au tirage! Vous pourriez gagner une fantastique tondeuse à essence de luxe 51 cm (20") «Duramark» auto-propulsée, modèle DG-700 (valeur 449.99)

Aucun achat requis. Remplissez une formule de participation disponible au rayon de la quincaillerie, aux 5 magasins Simpsons, maintenant jusqu'au samedi 25 avril 1981. Une seule formule par personne. Le tirage aura lieu le mercredi 29 avril 1981 à 11h dans le rayon de la quincaillerie, au sous-sol du magasin centre-ville.

Simpsons a payé les droits exigibles quant à ce concours en vertu de la «Loi sur les loteries, les courses et les concours publicitaires».

Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un prix de ce concours publicitaire peut être soumis à la «Régie des loteries et courses du Québec».

Remises «Duramark» pour votre jardin

Construction acier galvanisé immergé à chaud. Modèles peints à l'intérieur et à l'extérieur pour résister à la rouille. Robustes parois et panneaux du toit avec renforcements centraux. Mécanisme de fermeture des portes avec rail monopièce, coulis-seaux nylon à roulements à billes. Dispositifs pour vidange d'eau et pour éliminer formation de la glace.

Q. Remise «Country Barn». Plancher en bois «Aspenite» traité; grenier pour rangement. Toit en croupe. Dim. intérieures: 292 x 254 cm (11'5" x 10'0"). Ton beige canné/similibois. Modèle TCB109

R. Remise à pignon. Porte avant à conception spéciale vous permettant de rentrer facilement dans la remise. Coins monopièces enveloppants. Dim. intérieures 228 x 200 cm (90" x 79"). Ton beige canné/similibois. Modèle GB7

S. Remise «Portico». Idéale pour petits jardins en campagne, à la ville et pour ranger accessoires et pompe pour piscine. Dim. intérieures: 152 x 109 cm (60" x 43"). Modèle P54

Toutes dimensions approximatives.

Rayon 690, au sous-sol, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez **842-7221** jour et nuit

